

**OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL**

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mme ARIANE ÉMOND, présidente de la consultation
Mme JUDY GOLD, commissaire
M. DENIS LECLERC, commissaire
Mme SORAYA BOUCETTA, analyste

ITINÉRANCE ET COHABITATION SOCIALE

DEUXIÈME PARTIE

VOLUME 4

Séance tenue le 18 février 2025, 19 h
Centre St-Pierre
1212, rue Panet
Montréal (Qc) H2L 2Y7

TABLE DES MATIÈRES

SÉANCE DE LA SOIRÉE DU 18 FÉVRIER 2025

MOT DE LA PRÉSIDENTE DE LA CONSULTATION, Mme ARIANE ÉMOND 1

PRÉSENTATION DES OPINIONS :

M. Sébastien Lanouette, Ressources jeunesse de Saint-Laurent 3

Mme Nakuset, Foyer pour les femmes autochtones de Montréal 16

M. David Chapman, Résilience Montréal 28

Mme Gabrielle Rondy, SDC du Village 37

Mme Valérie Doran et Mme Jordane Brodeur, CDC Plateau Mont-Royal 51

Mme Annie Rainville et Mme Lysette Perron, citoyennes 67

MOT DE LA FIN 82

AJOURNEMENT

MOT DE LA PRÉSIDENTE DE LA CONSULTATION

Mme ARIANE ÉMOND, présidente de la consultation :

5 Bonsoir, tout le monde. Bienvenue à cette séance d'audition des opinions dans le cadre de la consultation publique sur l'itinérance et la cohabitation sociale.

10 La séance va se dérouler en français. Toutefois, les personnes qui voudraient s'exprimer en anglais pourront le faire. This session will be conducted in French, but if you wish to address the commissioners in English, you are welcome to do so.

15 Je m'appelle Ariane Émond, je suis commissaire à l'Office de consultation publique de Montréal. Monsieur Philippe Bourke, le président de l'Office, m'a confié la présidence de cette consultation. Je suis accompagnée par la commissaire Judy Gold...

Mme JUDY GOLD, commissaire :

20 Bonsoir.

20 **LA PRÉSIDENTE :**

... et le commissaire Denis Leclerc...

M. DENIS LECLERC, commissaire :

25

Bonsoir.

30 **LA PRÉSIDENTE :**

... et nous sommes appuyés dans nos travaux par l'analyste Soraya Boucetta.

35 Au nom de mes collègues de l'Office, je vous remercie de l'intérêt que vous portez à nos travaux. Jusqu'ici, un total de 55 personnes et représentants de divers groupes ont manifesté le désir de présenter devant nous, oralement, leur opinion.

40 C'est notre deuxième journée d'audition ici, au Centre Saint-Pierre. La semaine prochaine, nous serons au Centre culturel Georges-Vanier le 25 et à la Casa d'Italia le 26 février. Demain, le 19, il y aura une séance d'audition un peu spéciale dans un format sans rendez-vous réservé aux citoyens, entre 14 heures et 19 heures, ici, au Centre Saint-Pierre. Durant ces mêmes deux semaines, la Commission va se déplacer dans quatre ressources qui offrent des services aux personnes les plus vulnérabilisées pour des sessions d'opinion à l'intérieur de leurs murs.

45 Jusqu'ici, nous avons reçu 48 opinions thématiques, c'est-à-dire des gens qui ont rempli des questionnaires sur notre site Internet. Nous avons fait beaucoup d'interceptions sur le terrain, dans une quinzaine de lieux publics dans différents quartiers de la ville, et ça nous a permis d'aborder plus de 250 personnes.

50 Nous continuons de recueillir les opinions jusqu'au 28 février. Cela s'ajoute à l'ensemble des activités que nous avons réalisées dans la phase de préconsultation, des discussions sous forme d'ateliers lors de conversations citoyennes, une activité de médiation culturelle, une cinquantaine de rencontres avec des organisations de divers horizons pour mieux comprendre les enjeux liés à l'itinérance à Montréal.

55 Un grand merci à toutes les personnes qui ont pris le temps de participer jusqu'ici à la consultation et qui nous ont permis aussi de les rencontrer.

60 Alors ce soir, nous allons entendre sept ou huit personnes, des présentations, et chaque personne qui s'assoit devant nous aura 10 minutes pour faire sa présentation. Ensuite, les commissaires ont la possibilité d'avoir une conversation avec eux, poser quelques questions pour 10 minutes également.

65 La séance est webdiffusée en direct. Elle sera disponible en différé dès demain sur le site de l'OCPM à l'adresse que vous voyez. Les transcriptions des présentations seront également mises en ligne dans les jours qui suivront.

70 Si, pour une raison ou une autre, des inexactitudes se glissaient dans les interventions, les représentants du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal pourront utiliser leur droit de rectification dès la fin de cette séance ou autrement par écrit dans les 48 heures. Les rectifications seront bien sûr disponibles sur le site de l'Office, à la page de notre consultation.

75 À la suite des séances d'audition des opinions, bien sûr, les commissaires et les analystes vont analyser l'ensemble de l'information que nous aurons récoltée. Nous ferons un rapport et formulerons des recommandations que le président de l'Office de consultation va soumettre à la mairesse de la Ville de Montréal. Le rapport sera rendu public deux semaines plus tard, quelque part au printemps.

80 Alors, cela dit, notre premier intervenant ce soir est déjà là, devant nous, monsieur Sébastien Lanouette, qui est le représentant des Ressources jeunesse de Saint-Laurent. Monsieur Lanouette, bonsoir.

M. SÉBASTIEN LANOUILLE, représentant, Ressources jeunesse de Saint-Laurent :

85 Bonsoir.

LA PRÉSIDENTE :

90 Alors, c'est à vous, on vous écoute, et nous avons lu votre rapport.

M. SÉBASTIEN LANOUILLE :

95

Alors, bien, merci, madame Gold, madame Émond et monsieur Leclerc, de me recevoir. Justement, le mémoire que je viens vous présenter... J'étais là hier, j'ai pu voir la diligence avec laquelle vous avez lu les rapports présentés, les questions que vous pouvez poser. Et depuis hier, je me questionne sur comment je vous présente ce rapport, ce mémoire? Un mémoire que nous avons écrit dans l'urgence, dans l'urgence face à la crise, dans l'urgence, face à des toilettes bouchées, dans l'urgence, face à des jeunes en situation de crise, qu'on doit s'assurer qu'ils et elles ont un toit, ont à manger, puissent subvenir à leurs besoins de base.

100

Ressources jeunesse Saint-Laurent, on est une maison d'hébergement de l'arrondissement Saint-Laurent, donc dans le nord de l'île, qui existe et qui a des gens en situation d'itinérance de plus en plus. Il y en a toujours eu, selon notre avis, et il y en a plus que jamais, on n'est pas épargnés par la crise.

105

Cependant.... Je pourrais discourir sur qu'est-ce que Ressources jeunesse Saint-Laurent. On est membre du regroupement des Auberges du cœur, on a un bloc d'appartements, on fait des activités avec des partenaires, on a beaucoup de choses pour essayer d'aider les gens. On se situe plus, peut-être, en prévention de l'itinérance. On essaie d'avoir des partenaires, d'être sur plusieurs tables, pour trouver des solutions à une crise qui s'amplifie depuis des années, et ce, malgré notre, à nous, bientôt 40 ans d'existence. Et combien d'autres groupes qui existent depuis combien tant d'années qui essaient d'agir là-dessus.

110

115

La crise, elle est... On s'entend, elle a pris une ampleur démesurée malgré les avertissements du milieu communautaire, depuis combien d'années. Ça fait bientôt 14 ans que je suis le directeur de Ressources jeunesse Saint-Laurent, et j'étais dans le milieu communautaire auparavant, à Moisson Montréal., j'ai été sur des tables de quartier...

120

Depuis combien de temps on sait qu'on s'en va vers un mur? Le mur, on le frappe. Et on est face à la crise actuelle avec des citoyens qui... comme de fait, je suis citoyen montréalais moi-même, voient la situation se dégrader. Puis nous, les groupes communautaires, qui

125 essayons de trouver des solutions contre vents et marées, je dois dire. Ce qui m'amène à avoir voulu présenter ce mémoire.

130 Et ce mémoire-là, il existe maintenant. Le monde pourra le lire. Les recommandations sont assez semblables à celles qui pourront être faites. Ce dont je voudrais parler, c'est peut-être un peu plus l'approche qu'on fait.

135 On voulait nommer un exemple de cohabitation – et, je vais tout de suite le dire, je n'aime pas le terme cohabitation, ce qu'il est devenu. Il n'a pas toujours été teinté de cette charge négative là qu'on peut lui donner, comme si une personne existe et cohabite avec l'autre un peu de loin en parallèle, sans se croiser, sans exister complètement ensemble, alors qu'on préfère le terme, nous, partage de l'espace.

140 Et on est un exemple de ce partage-là qui est maintenant en activité, comme je disais, depuis bientôt 40 ans, et je sais que je suis... On n'est pas... J'ai tendance à parler au « je » en parlant de mon organisme, je me le suis beaucoup approprié. Je vais faire attention à ça. On existe depuis 40 ans. Ressources jeunesse Saint-Laurent et on n'est pas les seuls dans ces conditions-là. On existe dans des quartiers, justement, dans un principe de cohabitation.

145 Pourtant, notre mission première, c'est d'héberger des jeunes, des jeunes en situation d'itinérance, dans notre cas, pour bien d'autres groupes, ce sont d'autres situations. Mais cette existence-là est relativement harmonieuse dans bien des cas.

150 Mais est-ce qu'on est toujours en cohabitation harmonieuse avec nos voisins dans toutes les situations? Il y a des conflits et on doit se partager et habiter ensemble cet espace public là. On doit reconnaître à l'autre le droit d'exister, et c'est un peu ce qui est difficile en ce moment.

155 Parce qu'on va parler du citoyen, un terme quand même anobli, un terme qui a quand même une importance, versus l'autre, la personne en situation d'itinérance. Souvent les personnes en situation d'itinérance, ce « eux »-là, qui n'existent pas.

Un autre élément que je voudrais nommer pour rejeter la prémisse de la Commission, c'était le fait qu'elle semble supposer que le fardeau de cette cohabitation-là doit reposer sur les organismes communautaires. On a le dos large, les organismes communautaires, on a des missions larges, mais il y a des limites à ce qu'on peut porter.

160

Comme je disais plus tôt, ça fait des années qu'on avertit qu'on fonce vers un mur. Et pourtant, on n'a pas... malgré l'époque des deux mains sur le volant, malgré l'époque de l'austérité pour affirmer une meilleure gestion, une saine gestion de l'État, malgré les époques successives en matière de gouvernement, soit à la Ville, soit au gouvernement provincial, on est dans cette situation-là.

165

Et maintenant, on a des gouvernements, des villes qui nous disent n'avoir jamais autant investi dans la lutte à l'itinérance. En effet, c'est parce que la crise n'a jamais été aussi ardue qu'elle l'est présentement. Alors j'espère que le minimum, c'est que vous allez un peu ouvrir le robinet. Mais il serait peut-être temps de boucher les trous aussi. C'est quelque chose qu'on dit depuis très longtemps.

170

Donc, c'est un enjeu qui... Cependant, ce bouchage de trous là, on y participe, dans le milieu communautaire, Ressources jeunesse Saint-Laurent, dans sa petite mission, dans son quartier, dans ses capacités. C'est vraiment à nous de porter tout ce qui est le fardeau d'une cohabitation où il ne devrait pas revenir d'un leadership fort porté par la Ville, porté par les gouvernements, porté par des gens qui ont des moyens de réussir potentiellement, ou en tout cas d'agir de façon effective sur cette crise-là.

175

Je vois que je suis déjà rendu à six minutes, je me *time* moi aussi. J'ai tendance à pouvoir partir. Je voulais parler de quelques événements. Donc oui, on a eu un passé intéressant et un présent intéressant, soyons honnêtes. Je crois que mon équipe accomplit une incroyable mission. C'est eux qui sont au cœur de ce qui est accompli par chez nous.

180

185 Mais encore plus loin, ce sont nos jeunes qui viennent chez nous. Nos jeunes viennent chez nous, je crois, j'ose espérer, pour deux niveaux d'approches, qui est l'approche globale et l'affiliation sociale.

190 L'approche globale, c'est qu'on prend le jeune sans questionner nécessairement... Je vais le vulgariser, puis il y a des gens qui vont dire que ce n'est pas tout à fait ça, c'est peut-être ça... Je vais essayer d'y aller dans mes mots. L'approche globale, c'est de prendre la personne comme elle est au moment où elle est et de lui offrir le soutien dont elle a besoin à ce moment-là. Et lui donner les moyens... mon mémoire parle d'autonomisation, on va parler d'*empowerment*, mais que cette personne-là ait du pouvoir sur ce qui lui arrive, et on espère pouvoir l'assister, et on espère aider, à ce moment-là, cette personne-là.

200 L'affiliation sociale, qui est peut-être la pratique qu'on met un peu de l'avant au regroupement des Auberges du cœur, en est une de création de liens. Les personnes en situation d'itinérance, en tout cas, les jeunes qui viennent chez nous, souvent, ils sont en manque de liens, ils ont des coupures de liens. Leurs liens familiaux, liens amicaux, liens de société. Ils se sentent... S'ils sortent de la DPJ, par exemple. Pour beaucoup, c'est une expérience très difficile, on le sait, il y a des statistiques qui sont données là-dessus.

205 C'est très difficile, à ce moment-là, pour eux, d'avoir des liens avec qu'est-ce qui est cette société-là, justement, qui les entoure. Et quand on entend parler qu'on va rejeter l'ouverture de centres de jour dans des quartiers pour aider des personnes les plus démunies, eux autres aussi, ils se sentent touchés par ça. Ils se disent, bien, c'est quoi cette société-là? Est-ce que vraiment j'en fais partie?

210 Donc, nous, on essaie de créer ces liens-là, on essaie de les ramener à un lieu, un toit, une maison, des amis, des contacts, un intervenant qui sait, puis que ces personnes-là se trouvent une raison qui font qu'ils se disent, bien, j'existe dans une société, je n'existe pas juste comme moi-même j'existe dans un tout commun et je veux partager cet événement-là.

215 Et souvent, on pense que c'est la façon qui nous permet de lutter à l'itinérance de façon concrète, de façon effective, à la hauteur de nos moyens. Une personne à la fois. On a besoin de plus de ressources dans ce cadre-là, je le nomme dans mon mémoire. On a besoin de plus d'écoute, on a besoin, aussi, comme je disais, d'un leadership, mais pas de gens qui nous confrontent.

220 Là, je veux essayer de raconter quelque chose qui n'est pas dans le mémoire et je me pose la question, est-ce que je le raconte. Je crains peut-être des représailles. Je suis un petit groupe communautaire. Mais dans mon quartier, on a déjà voulu ouvrir, par exemple, un centre de jour pour pouvoir... Les groupes communautaires se sont concentrés, ils se sont dits, en
225 itinérance, on veut pouvoir créer quelque chose. Ça, c'était en 2020-21. On a créé un comité... Deux minutes.

On a voulu créer un centre de jour, on est même allés chercher du financement pour ouvrir ce centre de jour là. Et quand est venu le temps de l'ouvrir, on s'est fait dire, bien, vous
230 n'êtes pas dans le bon zonage, et non, on ne changera pas le zonage. Vous savez, c'est compliqué, ça prend des mois, bla bla bla. Alors qu'on a l'exemple parce qu'on ne travaille pas en silo, d'un quartier à côté, qui, eux, Le Conseil municipal a pu procéder au dézonage en une semaine, pour pouvoir ouvrir le centre de jour face à la crise.

235 Il y a encore trop de négation de cette crise-là. Il y a une reconnaissance publique, mais dans les faits, dans les actions, ça ne suit pas toujours.

Encore une fois, comme milieu communautaire, bonne poire, on se dit, bien, peut-être qu'on n'a pas prouvé le besoin. Comme si on avait besoin de prouver le besoin quand on voit
240 les gens dans la rue tous les jours. On va aller prouver le besoin.

On a fait une enquête, on est allés voir les commerçants de Saint-Laurent, on est allés voir des acteurs de Saint-Laurent. Est-ce que vous vivez des situations plus ardues face à l'itinérance qu'auparavant? Avec ce document-là, on a voulu rencontrer les personnes de notre
245 arrondissement pour leur dire, vous voyez, ça existe à Saint-Laurent, et on voudrait pouvoir agir

là-dessus. Si jamais on dépose un projet, si jamais on fait quelque chose, on aimerait, cette fois-ci, avoir votre appui.

250 Et de se faire dire par les personnes en situation de pouvoir sur l'arrondissement qu'ils ne veulent pas développer un pôle d'attractivité des itinérants, comme si on parlait d'ouvrir une filière batterie, comme si on va attirer des nouvelles technologies. Non, comme si on allait créer des pauvres, des itinérants et qu'on ne veut pas... On ne voudrait pas avoir ça.

255 Or, le besoin est là. Si on veut faire ça... Le but du milieu communautaire... En tout cas, mon but à moi, je vais parler pour moi, ce n'est certainement pas de créer plus d'itinérance. J'essaie de trouver des moyens, des moyens probants. On les a, on les connaît ces moyens-là. On sait qu'on a ce besoin-là, on veut pouvoir agir. Et pourtant, c'est la réception qu'on a.

260 Mon but dans la vie, comme je disais, c'est... On essaie de trouver des solutions à la hauteur de nos moyens. Et c'est la réponse qu'on a, et c'est très difficile à vivre à ce moment-là.

265 Donc, moi, j'existe. N'essaie pas de développer autre chose à ce moment-ci. C'est un peu le message qu'on entend. Et entre... je l'évoquais plus tôt, les besoins de gestion d'un organisme, les besoins d'accompagnement de nos jeunes principalement et la crise actuelle au niveau non seulement de l'itinérance, au niveau de l'employabilité. Plusieurs autres intervenants en ont parlé. Comment voulez-vous qu'on ait le temps de développer des choses quand on se fait mettre des bâtons dans les roues de ce style-là? Il devient donc très dur de venir nous dire à nous, à vous la responsabilité de cette cohabitation sociale.

270 Si vous voulez des recommandations, il y en a des bonnes. La première à retenir, s'il vous plaît, du financement accru, pérenne, ce serait, je pense, la principale à nommer.

LA PRÉSIDENTE :

275 Merci beaucoup, monsieur Lanouette. On a très bien compris le cadre dans lequel vous avez voulu faire votre présentation. On a le mémoire.

280 Moi, j'avais retenu l'importance, dans votre mémoire, de l'inclusion des personnes en situation d'itinérance dans l'espace public, et vous avez martelé ça, puis vous le racontez avec beaucoup d'éloquence, et je me suis demandé, est-ce que, au fond, ils ne sont pas en train de nous dire qu'ils aimeraient un changement de perspective de la Ville?

M. SÉBASTIEN LANOUILLE :

285 Moi, de mon côté, bien entendu. J'ai des collègues... Il faut qu'on puisse changer de perspective dans la ville à plusieurs niveaux au niveau de ces sujets-là. Prenons l'idée des campements qui n'ont pas été... que je n'ai pas mentionné ici, on agit peut-être moins nous-mêmes lié au campement, mais j'ai un collègue qui, hier, parlait de mettre dehors du dehors les gens. Cette situation-là est un peu absurde.

290 Quand on parle d'assumer un leadership, de changer de perspective de ce partage de l'espace public là, il faut arrêter de... D'avoir plusieurs ressources dans des quartiers différents. On centralise beaucoup au centre-ville, et je comprends. Les besoins sont là, les ressources sont développées à travers le temps. Et pourtant, des fois, les liens se créent, une personne appartient quand même dans une communauté au-delà de dire « je vais aller où le service existe ». Il appartient déjà dans ce quartier-là, et c'est important de pouvoir reconnaître cette personne-là dans son quartier d'appartenance.

LA PRÉSIDENTE :

300 Donc, vous êtes favorable avec l'idée d'implanter des ressources adéquates avec les bons services sur l'ensemble du territoire, idéalement. Bon, on comprend que la notion de la cohabitation harmonieuse, vous avez vos réserves. On les a entendues à plusieurs reprises. On comprend très bien ça. Mais donc, l'implantation de nouvelles ressources, vous êtes d'accord avec ça, sur le territoire?

M. SÉBASTIEN LANOUILLE :

310 Complètement. Les jeunes vont nous venir d'Hochelaga en nous disant, ce dont j'avais besoin, c'est de me retirer de mon milieu. D'autres vont dire, au contraire, j'ai besoin de rester par chez nous parce que je m'identifie au nord de l'île.

LA PRÉSIDENTE :

315 Judy Gold.

Mme JUDY GOLD :

320 Vous n'êtes pas le premier qui vient nous dire qu'ils ne sont pas à l'aise, confortables, avec le mot cohabitation, et j'aimerais vraiment comprendre pourquoi. Si je prends... je le remplace par le partage de l'espace public, la cohabitation. Et si on fait abstraction de notre mandat, expliquez-moi en toute innocence, est-ce qu'il y a une différence entre partage de l'espace public et cohabitation? J'essaie vraiment de comprendre la formulation qui dérange
325 beaucoup de monde, pourquoi exactement? Parce que je n'ai pas le dictionnaire, ce ne sont pas des synonymes exactement, mais j'aimerais vraiment comprendre qu'est-ce qui dérange avec le mot cohabitation comme tel?

M. SÉBASTIEN LANOUILLE :

330 Comment on a construit la cohabitation aujourd'hui, c'est comme si c'était des silos. Le terme cohabitation n'a pas toujours eu ce sens-là, je ne l'ai pas senti chargé de même, auparavant. Maintenant, on le conçoit comme si c'était un silo. Cette ressource existe ici. Le citoyen existe là. Et ils vont être en parallèle, ils ne vont pas se croiser.

335 Dans un partage, il y a échange. Dans un partage, il y a une communication qui a été établie. Peut-être que cohabitation aurait déjà... a pu avoir ce sens-là. Je crois qu'il est perdu aujourd'hui, le langage évoluant comme il était. Il est rendu un terme institutionnalisé, lourd de

340 sens, et qui maintenant, justement, a été coopté par une approche qui est, je crois, plus réaliste par rapport à l'idée de partage. Moi, je reviens au fait que le partage a une communication, le partage a un lien qui est très important, que je ne vois plus dans le terme cohabitation.

Mme JUDY GOLD :

345 Vous avez très bien expliqué, et je comprends maintenant, merci. Une autre question très vite, que pensez-vous des installations temporaires modulaires que la Ville veut mettre sur pied? Et aussi des emplacements qu'ils ont choisis à date.

M. SÉBASTIEN LANOUILLE :

350 Il en faut. Il en faut, parce que la crise le demande. Elles sont un peu loin, on ne va pas se le cacher, là, Blue Bonnets, c'est un peu loin. Cependant, je pense qu'on va trouver à les habiter, les personnes qui en ont besoin. J'espère qu'il va y avoir le soutien qui va venir avec, parce qu'encore une fois, toutes ces solutions-là doivent venir avec du soutien psychosocial de
355 qualité, à mon avis, adapté à chacune des personnes.

Donc oui, il les faut. Je ne suis absolument pas contre parce qu'il nous faut une pléthore d'options et ça en fait partie. Ce n'est pas une recette miracle, ce sont plusieurs petites recettes, justement, établies un peu partout.

360 Il faut faire attention de pas invisibiliser certains. Blue Bonnets, c'est loin. C'est peut-être l'enjeu que je vois principalement, mais je suis d'accord qu'il y en ait ailleurs que juste au centre-ville, ça, c'est certain.

365 **Mme JUDY GOLD :**

Merci.

370 **LA PRÉSIDENTE :**

Est-ce que vous, vous estimez qu'autour de ces habitations modulaires, il devrait y avoir aussi d'autres services?

375 **M. SÉBASTIEN LANOUILLE :**

Bien, il devrait avoir d'autres services, il devrait y avoir d'autres vies. C'est ça, l'enjeu, de les mettre loin, ces habitations-là. Une ressource communautaire existe dans un quartier, en fait partie, le fait grandir et en grandit. J'ai des partenaires dans mon quartier, des gens qui viennent nous donner de la nourriture. Parce que ce sont nos voisins, ils disent, j'en ai trop fait aujourd'hui, je connais cet organisme-là. Et nous, de notre côté, on a des jeunes quand on fait l'Halloween, ce sont nos jeunes qui organisent la maison et c'est une des maisons les plus reconnues du coin. Mais si on les met juste dans des zones industrielles ou des zones loin, des parcs vacants loin et vides, on ne donne pas la chance aux gens de se créer ces liens-là dans ces quartiers-là qui sont donc importants.

380
385

LA PRÉSIDENTE :

Et on envoie un message. Denis Leclerc, rapidement.

390

M. DENIS LECLERC :

Oui, je vais revenir à la cohabitation ou le partage de l'espace public. Vous avez soulevé au départ que vous considérez que la cohabitation repose uniquement sur les épaules des organismes communautaires. Quelles seraient vos attentes pour que d'autres prennent le relais? Oui, vous avez parlé de financement, ça, on en convient, mais si on est directement sur l'enjeu de la cohabitation ou du partage de l'espace public, les organismes communautaires... Je lisais, un moment donné, qu'un des enjeux caractéristiques, c'est d'être enraciné dans sa communauté. Donc, ce partage-là, justement, avec les riverains qui n'utilisent pas

395

400 nécessairement vos ressources, mais qui côtoient votre environnement. Comment... Qu'est-ce que vous attendriez de la Ville pour aider à cette cohabitation?

M. SÉBASTIEN LANOUILLE :

405 En fait, en ce moment, c'est beaucoup dans le développement de nouvelles solutions que je vois l'enjeu principal. Il est certain qu'on fait de la cohabitation, du partage de l'espace, en existant même. Ça, c'est certain, et on va continuer à le faire. C'est dans l'essence de l'ACA, l'action communautaire autonome, un autre sujet dont j'aurais pu vous parler.

410 Mais, donc, on en fait. Mais l'idée, c'est dans les nouveaux développements, on s'attend maintenant, avec toutes les embûches qu'il peut y avoir à développer quelque chose, on s'entend plus qu'on développe de nous-mêmes une approche de cohabitation, en allant rencontrer les citoyens, en allant rencontrer toutes les personnes qui pourraient être impliquées de près ou de loin.

415 Alors que je le répète, j'ai une toilette de bouchée, j'ai un employé qui n'est pas rentré parce qu'il est malade, j'ai un jeune qui est en situation de crise, qu'on doit essayer de s'organiser, qu'il ne soit pas déporté de façon abrupte. On n'a pas le temps d'en rajouter. On veut pouvoir faire notre mission.

420 Et ce à quoi je m'attendrais de la Ville, c'est qu'eux portent ce point-là. La Ville ou un gouvernement, eux, soient des facilitateurs de ces actions-là, qu'ils n'arrivent pas en disant, bien, on va vous exiger ça, faites-nous un plan, un autre document qui dormira – ou pas – sur des tablettes des années après leur utilisation ponctuelle.

425 Non. On voudrait avoir ce leadership-là dans l'implantation, qu'il ne soit pas sur les promoteurs. Et je déteste le terme promoteur, j'aurais pu vous en parler aussi. Mais les promoteurs communautaires, où est-ce qu'on veut développer des projets, oui, on veut surtout opérer des projets.

430

M. DENIS LECLERC :

435 Pour opérationnaliser cela, est-ce que... Parce que vous dites que vous avez les toilettes, les ressources, donc il y a un enjeu de ressources. Et si vous aviez l'option, est-ce que vous souhaiteriez que ce soit la Ville qui se charge de ça ou que vous ayez les ressources pour pouvoir le faire de manière autonome, comme vous avez parlé tout à l'heure, des organismes communautaires autonomes? Pour le faire à votre image et que ce soit vous qui avez un lien réel.

440 **M. SÉBASTIEN LANOUILLE :**

Dans le scénario idéal, j'aimerais effectivement avoir les ressources pour le faire. J'attends ce scénario idéal là depuis plus de 20 ans dans le milieu communautaire. Et je ne voudrais pas qu'on détourne des ressources pour notre mission de base, pour dire, bien, on va prendre ces ressources-là pour faire ça en priorité. Il faut que nos ressources premières soient comblées. Donc dans un scénario idéal, on pourrait peut-être trouver une solution à ce niveau-là. En ce moment, je ne l'ai pas, là.

450 **M. DENIS LECLERC :**

Merci.

LA PRÉSIDENTE :

455 Merci beaucoup, monsieur Lanouette, c'est tout le temps que nous avons. Mais c'était très clair. Merci de votre passage.

M. SÉBASTIEN LANOUILLE :

460 Merci de votre écoute.

LA PRÉSIDENTE :

465 Je vous en prie. Alors, nous allons dans quelques instants recevoir Nakuset, du Foyer pour les femmes autochtones de Montréal.

Alors nous allons reprendre l'audition de madame Nakuset, du Foyer pour les femmes autochtones de Montréal. Good evening, Nakuset.

470 **Mme NAKUSET, directrice générale, Foyer pour les femmes autochtones de Montréal :**

Hi.

LA PRÉSIDENTE :

475

We are very happy to welcome you, and you have 10 minutes to say your opinion and we'll be listening.

Mme NAKUSET :

480

I don't know if it's going to last 10 minutes, I just have a couple of things to say.

LA PRÉSIDENTE :

485

O.K.

Mme NAKUSET :

490 So, first off, you know I'd like to give an Indigenous perspective to all of this. So, my name is Nakuset, I'm originally from Lac la Ronge, Saskatchewan, Treaty 6. I was adopted out through the sixties scoop, to a Jewish family here, in Montreal.

495 So I think that our history is really important. Why are there Indigenous people in the cities? There's no community... The closest one is Kahnawake or Kanesatake. Because of all the different assimilation processes that the government forced on to Indigenous people, we have ended up in the city. One of the largest populations we have here, as well, are the Inuit. If you knew about what happened in their community, with the dog slaughter, the fact that they were forced out of their homes into residential schools, and come to the city try to find a better life.

500 So, I think it's really very difficult, and most Indigenous people, First Nations, that lived on reserves, weren't allowed to leave the reserves until the sixties, because they were not allowed to leave, they literally had, like, an Indian agent, and they needed a pass in order to leave. So, it's a new thing that we've come to the cities, but there is an enormous amount of difficulties for us to survive.

510 Now, if you look at the whole population of homeless, the highest population is Indigenous people. So, the Native Women's Shelter was created by a needs assessment that was done by the Native Friendship Center. And they did this assessment because they found that Indigenous women were going home with strange men because they had nowhere to say. Through that, they created a needs assessment, the Native Friendship Center, then, was able to help with getting funding to create the Native Women's Shelter. Alanis Obomsawin is one of the original board members of the Native Women's Shelter. She's a filmmaker.

515 So, I started working at the Native Women's Shelter in 1999, and the shelter was quite small. But we've had to create our own solutions because the government isn't doing it. When I started, in 1999, I started to do other projects.

520 One of the first cohabitation projects I did was at Cabot Square. We had to do... Again, the City likes to have these reports, so we created, you know, a working consultation group within Indigenous people organizations in and around Cabot Square, took us almost a year to do it, presented it to the City, and then the City said yes, you can have an outreach worker and a mediator at Cabot Square. Because that's what we need.

525 Because there is no reservation in the city, the closest thing is, really, Cabot Square, because we used to have the Children's Hospital, we used to have Module du Nord, a lot of Inuit people would come here and congregate, but then, a lot of predators would also show up and take advantage.

530 So, by having the Cabot Square project, we were able to have activities there, like Indigenous Fridays, and National Indigenous People's Day, but always having support to help the people.

535 And I was really pushing to ensure that we had Indigenous people doing the job, because we respond better to people who have had a similar history of colonialism than those who are not. Not that we... We can get along with non-Indigenous people, like David Chapman is a good example, but still. I would rather speak to someone Indigenous than someone non-Indigenous, so we try to lead projects.

540 And the thing is that, you know, throughout my career, I've been to multiple inquests, so I've shared at the Viens Commission, I've shared at the Missing and Murdered Indigenous Women's inquest... What else do I do. So many things. It's a lot.

545 And the thing is that you show up, and you present. And then they take your information and it goes into a book or some kind of catalogue, and nothing gets done. So, if we're looking at the TRCs, it's been almost 10 years. Eleven out of 94 have been completed. Viens Commission, I know Ian Lafrenière likes to say half of them are done... No. They're not. And especially with youth protection, right. It's the number one. Batshaw is not applying any of the changes. And Missing and Murdered, 231 calls to justice. We have two done, in five years.

550 And so, what are we supposed to as Indigenous people when we keep bringing forward our truths, sharing best practices, and either the municipal, the provincial or the Feds don't do anything. It's really difficult. It's really difficult, and it's really... It's hard, because people want to give up.

555 The Native Women's Shelter helped... When Raphaël André passed away, it was the
Native Women's Shelter that worked with the City of Montreal, Michèle Audette and Ian
Lafrenière to put up a tent in the middle of Cabot Square. And even though we thought it would
be there for a month, it was there for almost 18 months. And we were able to keep people safe,
right?

560 The area where he passed away is still the same. There are people that are on the streets
that have no help. Like, nothing. Like my outreach worker, Irene, was on the street during the
storm. There's an Inuk man in the snow trying to survive, and just, people... everyone just goes
by and no one really helps.

565 We also see a lot of brutality from the police, and she's already so concerned that she
just watches to ensure that, when an Inuk man, again, is on the ground, the police... they check
on him, they kick him. If he responds, then, they know he's alive and they walk away. It breaks...
It breaks our hearts that this is what happens.

570 I don't know how many Indigenous people come to this, but if there's not many, it's
because we keep coming and nothing happens, right?

575 So... What's really difficult too is, we know that right across from Cabot Square, there is
a new building, and there is a two-level community centre called Sanaaq, which is quite lovely,
that you're using a name that is based on a book written by an Inuk. But you have people in the
park that are starving, that have no place to go, and you're creating this multimillion-dollar
community centre in the name of someone that is Inuk but not actually reaching out to the
community to find out how you're going to engage them.

580 I've had many talks with the City about this, and, you know, it... I no longer sit and talk
at those meetings, because you can only do so much. You can only say the same thing over and
over again and see that you're ignored. And then you just stop coming to the table.

585 And it's the same thing with the people that are on Parc Street, that are homeless, that have nowhere to go. If they sit there and you wait long enough, they might die, and then you don't have to deal with it, and sometimes, that's how it feels. You're just waiting for us to either give up or that.

590 So, I know the City of Montreal decided to give 5,9 million dollars to Sanaaq, which is empty. Could you imagine if they had used that money to create services on Parc? Or to help the shelters that are overloaded?

 I know there is also this whole thinking of, I was in first, we have to put people in houses, but... There are people that are in crisis that need emergency services first.

595 For instance, at the Native Women's Shelter, we can't let anyone in who's under the influence of alcohol, because we have women and children there, they might have mandates with Youth Protection. We can't afford to be in a place where Youth Protection will, again, take the children away. So there's few places... You need to take those steps before you get to housing first, and having shelters... If you can have a Raphaël André memorial tent that supported hundreds of people, why can't the City do something like that just to support them on Parc? Because we worry. Anyway, I know, I have probably gone over my 10 minutes.

605 **LA PRÉSIDENTE :**

 No, no. One minute left.

Mme NAKUSET :

610 Oh, one minute. That's it. Sorry. That's all I got.

LA PRÉSIDENTE :

615 OK. Thank you. Je vais vous parler en français, je sais que vous comprenez bien. Judy va faire la conversation en anglais sans problème.

620 Ce que je retiens, c'est que vous semblez dire que la Ville de Montréal n'appuie pas suffisamment vos projets et en développe sans vous en parler, et qu'il y a beaucoup d'argent qui est perdu dans des projets moins optimaux pour rendre des services aux communautés autochtones et Inuit. C'est ça? C'est qu'au fond, on dirait que le courant passe mal entre ce que vous demandez à la Ville et ce que la Ville peut vous offrir. Could you translate it for me?

Mme NAKUSET :

625 I think I understood.

LA PRÉSIDENTE :

You understood? OK.

630 **Mme NAKUSET :**

635 So the thing is that, we passed this street, Atateken. How does that help us? Right. The City did a big thing where they had to change the name. Now, of course, the person whose name used to be there was very, very...

LA PRÉSIDENTE :

640 Bad.

Mme NAKUSET :

645 ... horrible, right? But all the time and effort you put into that doesn't save one Indigenous person. Right? And I think that the City has this, you know, reconciliation file? When I saw that file, I'm like, are you serious? Like, is there an action plan, is there a time you're going to do it, what are your priorities, is there any money... Is there any money? There is no money. I'm like...

LA PRÉSIDENTE :

O.K.

650

Mme NAKUSET :

So, it's frustrating, right. And again, 5.9 million to an empty building, to give money out. Like, who planned this? People... If it was me, I'd get fired. But... can you imagine? You know?

655

LA PRÉSIDENTE :

We'll listen to another question. Judy?

660

Mme JUDY GOLD :

I have a few questions. Police brutality... You've been involved for quite a number of years already. You see no improvement in terms of police brutality? Is it what it was 10 years ago, still?

665

Mme NAKUSET :

OK. We just had a march for missing and murdered Indigenous women. We had some nice police that showed up and supported us, right? So I don't think it's everyone. But I think that, also, if you don't have the proper training...

670

There are some people that have a negative perception of Indigenous people, and that is never going to change. And then you have a Premier that also doesn't believe that it's a discriminatory thing. But the statistics show that Indigenous women are 11 times more likely than any other background, racial background, to be racially profiled.

675

And I have been trying to get Fady to have a conversation? He's ignoring me. And he knows who I am, because we signed an agreement in 2015 on behalf of the Network to have a better working relationship, so... Maybe through this he'll call me, but otherwise, he won't.

680

Mme JUDY GOLD :

And in terms of... In English, judicialization... The police have actually told us that they've changed their approach. Have you seen this on the ground?

685

Mme NAKUSET :

David would probably have a better answer than I would, but you'd need to also ask Parajudicial Services, they are the ones, right?

690

Mme JUDY GOLD :

We will do that.

695

We had met previously, though... when we did our preconsultation, we spoke to you virtually. And there is something you mentioned that no one has mentioned yet: the need for wet services. I wonder if you could just publicly say that, so that we can understand why the need is there.

700

Mme NAKUSET :

Well, if you look... I like to look at best practices, right, and we know that in Ottawa, they have a wet service, wet shelter. CBC did a documentary on it called The Drink. And it's about... when people are, like, have heavy addiction issues, they can't just abstain. That you have a shelter that offers small bits of alcohol, that is monitored by a nurse, and slowly, gets them through that addiction, and then you have the additional help through AA, or whatever, you know, the whole idea is.

705

710 When Resilience was built, that was sort of the idea. But unfortunately, Resilience has 500 ideas of best practices, and we're only starting at the very, very beginning. But that's what we need. We need that. We also need, like, a hospice, for the homeless. It's another thing that we need. There are a lot of people who pass away, and of course, David has talked to you about that, also, but... you're going to have to listen to 20 minutes if he talks about everything.

715 I mean... The thing is that... We are so behind for Indigenous services in Montreal, and the most obvious ones are things like what's happening in Toronto. We need to copy that and implement that here, and it could be through a larger organization... but someone needs to step up and do it. I know PAQ has one, but it's very limited in terms of... they can only have, maybe, 8 to 10 people. That's like, you know, a drop in the bucket.

720 **LA PRÉSIDENTE :**

Veux-tu poser une question en français? Non? Vas-y.

725 **Mme JUDY GOLD :**

If you could just say a few words about the problems of Indigenous women who are homeless, if you don't mind.

730 **Mme NAKUSET :**

It all depends on... It's really overwhelming, the fact that Native Women's Shelter doesn't have enough space. We have a waiting list for people who want to come in. We have families that are in crisis. So where are the families going? There is no other shelter in Montreal, except for the Native Women's Shelter, that allows families.

735 We have women that are in crisis that don't feel comfortable going to different shelters, if it's not an Indigenous shelter, they may not feel comfortable to go. The idea of having a mixed

shelter, with men and women, is not always something that they want to go to. But we have so many phone calls, emails, saying: I'm in crisis and I need somewhere to go.

740

There is... If you look at all the kinds of discrimination that we face, there are multiple reasons, it's never for one. A lot of people think the Native... that women come to the Shelter because of violence. It's not because of violence. It's usually because of homelessness. But every single Indigenous woman has faced violence at some point in their life. Our children are taken away at an alarming rate. Every time we see that happen, the mom just spirals down. She loses a child, then there's a birth alert. So if she gets pregnant again, they take that baby away. So, through...

745

We started a second stage housing called Miyoskamin, with a social pediatric centre called Saralikitaaq, we are reversing that. It's only been open a year, and we're already seeing moms getting their families back. But again, it's an Indigenous-led project. If we didn't do it, no one would do it, right? And now we're like, hey, if I can do it, everyone can do it, like, across Canada, we should all be doing this, but... it took 10 years to get off the ground. It takes time, so, you have to have perseverance.

750

755

We would love if other non-Indigenous institutions would be, like, hey, I like that, I'm going to do it too. So maybe they will now.

LA PRÉSIDENTE :

760

Je vais poser la question en français. Nakuset, vous opérez un deuxième shelter. C'est quoi les problèmes de cohabitation? En vivez-vous, avec les gens qui vivent autour, puisque les ressources dans votre coin de la ville, souvent, Mitsuap ferme avant que vous puissiez ouvrir, donc il y a un moment où les gens doivent errer quelque part. Est-ce que vous avez des problèmes de cohabitation avec les riverains?

765

Mme NAKUSET :

770

That is a question more for David, because Resilience is near Mitshuap. Native Women's Shelter, because we are a sober environment...

LA PRÉSIDENTE :

775

No problem.

Mme NAKUSET :

780

Or maybe they just don't want to give me a problem, but so far, people don't usually come to me complaining. So, like, Miyoskamin took years to build, the community saw us building it, you know, they were happy that we were here.

LA PRÉSIDENTE :

785

On a remarqué que généralement, les ressources pour femmes ont moins de problèmes perçus par les riverains.

Mme NAKUSET :

790

Oui.

LA PRÉSIDENTE :

795

C'est ce qu'on a entendu.

800 **Mme NAKUSET :**

I know that in Montreal, or the province, we have very powerful women's organizations, like Quebec Native Women. We don't have one just for men. We don't have, like, the Native Men's Shelter.

805

LA PRÉSIDENTE :

Non.

810 **Mme NAKUSET :**

I would love for that to be created. I think we also need to have a shelter just for the kids that come out of Youth protection, because we're overrepresented. What happens is that they leave Youth protection, they leave the foster homes, they get kicked out, they are immediately on the street. In the Cabot Square project, our mediators, like, 40% of their cases are youth coming out of the system, having nowhere to go, wanting to commit suicide, just, so unhappy.

815

We need to have a shelter for them where they can have respite. Like Miyoskamin, living there, up to five years, getting all the tools that they need so they can move forward. And it feels like it's always the Indigenous people that are creating the solutions for our own. We get tired.

820

So it would be nice if we could also have the community come in, because, back in the day, when the big boats came, and the Europeans got off, it's the Indigenous people that helped out. And now, we're the highest population on the street, so if we could reverse that as well, that would be wonderful.

825

830

LA PRÉSIDENTE :

835 Merci, merci beaucoup de votre présentation. Ça va se retrouver, avec des bouts de traduction, peut-être, sur notre site Internet. Je vous remercie de votre présentation et à la prochaine.

Mme NAKUSET :

840 OK, thanks.

LA PRÉSIDENTE :

845 Au revoir. Nous allons recevoir dans quelques instants David Chapman, qui est responsable de la maison Résilience Montréal.

 Alors, nous reprenons avec l'audition de monsieur David Chapman qui est le directeur général de Résilience Montréal. Bonsoir, monsieur Chapman. Nice to see you. So, what would you like to say to us?

850 **M. DAVID CHAPMAN, directeur général, Résilience Montréal :**

855 Well, thank you. It's good to be here, and I'm happy that we're talking about cohabitation, that you're doing this consultation. It's not a simple issue. It's an obvious point that homelessness is growing in the city of Montreal. Anyone can see this. The people who do the statistics will tell us that indeed, it's true. And the city is only so big. So the question becomes an obvious one: if homelessness is growing, despite all the talk about ending homelessness, which we... we're here, well, then, what's the plan going to be that deals with this direct and very real thing that we're watching?

860 In short, I think some of the ideas from the City of Montreal already that I've heard on this topic, are right. What you need are accessible resources in every neighbourhood, so that you

don't have massive concentrations of people, in, you know, Hochelaga or the southwest of Montreal, for example.

865 And yet, it's also true that the real concerns and fears of people living in those neighbourhoods, who live in homes, houses, and run businesses, their concerns, also, need to be thought about.

870 And one of the things... I don't know if it's a curse, but I've been moving homeless centres now for about 10 years, and it's... and I've made plenty of mistakes. And from some of those mistakes, I've learned that it's really, really important to talk to your neighbours.

875 As Resilience Montreal's in the process of moving to 780 Atwater, where an Indigenous-led homeless centre that started as a response to... another centre had left the area, and we started, because there was a spike in the death rate among the homeless, with the departure of this other centre, which was followed in the media.

880 That would be the reason why you need homeless resources. And so, I think that's, maybe, an important point to underline. The reason why we would have homeless resources in the first place, at all... because there are some who would just say, well, why don't you just get rid of them all altogether, then we don't have an issue, right? And that would be lovely, except we would then see a spike in the death rate amongst the homeless population.

885 And, so... that's the hard reality that we face. If we're going to be humane and dignified in the face of this reality, we need to come up with a plan, and, yes, we all feel uncomfortable, and every day, we feel uncomfortable. And yet, we need to consider all the factors and ask ourselves what's the humane and dignified... what's the right thing to do?

890 So in our move to 780 Atwater, I've been meeting with neighbours for over about 4 years, now. Hundreds of hours, really. And what's really interesting is that out of all these conversations, the fears that people have really boil down to three words. Safety, security, cleanliness. And you know, I think it's important to create a plan that the neighbours actually have a lot of input into,

and when a new resource does come to the area, to think about what the neighbours would want, you know.

895 In our design, we have a number of features in the actual design of the building that ensure things like there isn't a lineup down the sidewalk that blocks the entrance to the neighbours' shops. We have a rooftop enclosed terrace for people to smoke, so we don't have a big pile of people on the front sidewalk smoking away, which, of course, would not please the neighbours. We have a refrigerated garbage room in the basement, because obviously, we know
900 that if we're serving a lot of food, we're going to have a fair bit of garbage with that, that the neighbours don't want to see that.

And so... it's wise to incorporate the concerns of the neighbours. And... I guess I would say that it can be done, that groups can listen carefully to neighbours, and input... take their
905 ideas and put it in the cohabitation plan. In fact, the majority of our cohabitation plans that we've created comes directly from the neighbours. Two ladies, who live a block away from where we will be.

And on our part, maybe that's a bit risky, but honestly, if you're going to be living together
910 for a long period of time, why not listen a bit to each other, and actually take some of their ideas? So, we will be trying to do that. The reason I say trying, is because sometimes, after you spend hundreds of hours listening to neighbours and come up with a plan, a number of ideas, such as having mediators, some security for the neighbours' shops at night. You know, a mental health coordinator to facilitate quicker access to mental health resources. Clean teams that clean the
915 neighbourhood and keep it in a good state of order, where you pay the homeless to assist in these matters.

You would think, when you present this to various levels of government, they would be quick to embrace it. Yet, what you find, quickly, when you do, is that sometimes they're not. One
920 of the things that is also a factor is that different levels of government work together to actually make sure that the final outcome actually happens. And I've been surprised recently seeing that, in fact, this is a bigger hurdle than I had imagined.

I've probably gone on for long enough, maybe you want to ask some questions and we'll go from there?

925

LA PRÉSIDENTE :

O.K., il vous restait trois minutes, mais ça va très bien, on peut engager la conversation. Do you understand when I speak French?

930

M. DAVID CHAPMAN :

A little bit, yeah.

935

LA PRÉSIDENTE :

Nous avons lu jusqu'à quel point le projet était fragilisé, de votre déménagement au 780 Atwater. Est-ce que les choses se sont... est-ce que ça va mieux, ou si le projet est encore à risque de ne pas pouvoir déménager? Could you translate it for me?

940

Mme JUDY GOLD :

We heard that the move to Atwater, that there were problems. I think that they were mostly financial problems. Have the problems been resolved? Are things looking up?

945

M. DAVID CHAPMAN :

This is a good point.

950

Mme JUDY GOLD :

Oh, sorry, I have to repeat the question because I forgot to open my microphone, I'm sorry.

955 Yes, we had heard that Resilience was having problems, financial, notably. Has the situation been resolved at all?

M. DAVID CHAPMAN :

960 Yes and no. We met with the social services minister, Lionel Carmant, in October, at his request. Gave him a tour of our new facility, talked about being partners, and the fact that Resilience should get more funding from the CIUSSS, and we talked about our cohabitation plan, which our neighbours had a lot of input into, and we talked about filling gaps in services, such as, perhaps, being open on weekends so that the homeless have a place to go on weekends.

965 And you would think that all of that would be warmly embraced. We're asked to give, to send a budget. So two weeks later we did, and then we were asked about our budgetary shortfall for the year, which we began to count on, now that, you know, since it was being asked. And yet, what we find, after waiting in silence for over a couple of months is sorry, all funds are used, reach out to the federal government. And so, sometimes, you have to sort of pinch yourself a bit, maybe
970 smack yourself in the face a bit, just to say: is this for real?

And so... Unfortunately, yes, we are doing everything we can, and because we had talked about our operational shortfall, of about 350,000 dollars, we began to believe that it was indeed coming. And so, we've been left scrambling a little bit. Thanks to the media, there has
975 been... we're starting a little bit of money coming, enough that we can just barely keep the doors open, you know, but part of the struggle is...

980 When you'd like to be thinking about things like cohabitation and working with your neighbours and investing in the long-term relationships, and yet, you're having to continually scramble to keep the lights on. It's... you know, you can see the tension, I think. It shouldn't be this way, and yet... the sad reality is, unfortunately, sometimes governments get a little persuaded by certain methodologies, things like the housing first approach, and you know, they hear things like, don't put a patch upon a patch, don't invest in things that are not going to immediately end homelessness, you know.

985 We need to end homelessness, we need to do it quickly, so, let's be wise in our
investments. So that sounds great, the taxpayer loves to get more for less money, and... the
problem is, if you're actually engaging people where they are, and that's what we do at
Resilience, trying to meet people as they are, whether they're intoxicated or not, and move
forward with them, if that's what you're doing, then what you find out is that it's not quite so simple
990 as a novel housing program, especially in the context of Canada, where you've got hundreds of
years of cultural genocide behind you. It's going to take a little more than a novel housing
program to fix that.

995 So, in the real world, homelessness in Canada is not ending. And so, what we need to
face is the hard reality in front of us, and say, what are we going to do? Yes, you can reduce
homelessness to some degree, and yes, housing options are really, really important. And you
need as many options as possible. Yeah. I don't want to get on a side track, but, yeah.

LA PRÉSIDENTE :

1000 Oui, oui, mais on comprend que ce que Résilience fait, c'est un centre de jour, et votre
projet devait être un... j'imagine qu'il va voir le jour, là, je ne peux pas imaginer le contraire. Mais
il serait un projet exemplaire par son architecture, par l'intégration des ressources, des services
qui seraient donnés aux gens. Could you translate? Merci.

1005

Mme JUDY GOLD :

1010 I'm not translating word for word, but the general sense is, you know, optimistically, this
thing will happen, your project will happen, and it appears to be somewhat of an exemplary
project. In terms of the building itself, you know, architecturally, how it's built, in terms of the work
that you've done regarding cohabitation... that's the impression that we have, actually. Do you
agree with us?

1015

LA PRÉSIDENTE :

1020 Well, thank you, thank you. We would really like to see. You know, often, there's fear on both sides among the homeless community and the housed community. If you can just address that obvious reality. Sometimes if you do a few things together, like, one of the things we do is we have housed volunteers come in and participate in the centre, contributing in all kinds of various ways, where they're actually encountering homeless people in a different setting than what they're used to... it breaks down barriers, and hopefully, thank you, the good of both communities can be seen.

1025

LA PRÉSIDENTE :

1030 Juste une observation pour bien comprendre. On a le sentiment qu'il y a un affrontement entre deux visions des ressources en hébergement pour les personnes en situation d'itinérance. Comme si vouloir avoir un centre de jour très performant, large, qui accueille beaucoup de gens, et de l'autre côté de donner accès à du logement accompagné, c'était comme deux visions qui s'affrontent actuellement au gouvernement du Québec, auprès du ministère de la Santé et des Services sociaux. Est-ce que je me trompe?

1035

Mme JUDY GOLD :

1040 Essentially, what Ariane says is that we have a sense that there are two opposing visions, or two opposing approaches. One is to, of course, make a shelter, for example, as you're doing, and as Nakuset said, you know, people can die on the street, they have to go somewhere. And another approach, which is housing first. And... there's a conflicting approach, and is this approach also being part of the Quebec Health Ministry, is it clear to you if they favour one approach or the other?

1045

M. DAVID CHAPMAN :

1050 It's a really good question, and I think that at the moment, where the funding is going, if you look at, for example, where that 24 million has just been announced to help with encampments is going, you'll see that day centres get 9% of that funding envelope. And that will tell you about all you need to know.

1055 The money is going to the housing first approach, and that's fine, we can try that a while. I was a housing first supervisor for time, and watched as Inuit client after Inuit client was evicted from their apartment, and watched how it was harder to find landlords who would rent to us. Somehow, these things don't seem to come out in the research, so, you know.

1060 I don't think anyone was calculating the rise in racism that our program developed. And so, one of the real questions is, what are the long-term effects... not, like, OK, a year running or six months after, but what are the true long-term effects? While housing first does work for 50% of the homeless population, and that's a notable thing, actually. That's really notable. And so, it has its place, it has its significance.

1065 But the problem is when it steps up and wants to take almost the entire pie. That's where the problem lies. Because if you buy into that, right, and you're running around counting the number of homeless people we have every year, but you're not simultaneously counting how many are dying, that's a problem. We should know how many are dying each year, because that'll tell us how much success we're having, we're actually having.

1070

LA PRÉSIDENTE :

OK, last question.

1075

Mme JUDY GOLD :

1080 The last question. We appreciate very much everything you've told us, the content has been very rich for us. What should we tell the City? What would you like us to tell the City?

M. DAVID CHAPMAN :

1085 I think they already have some of the right ideas. Put a resource in every neighbourhood that's accessible, so that you don't have massive concentrations in just certain areas. And the biggest challenge there is there's going to be wealthier areas that are going to absolutely make sure that they get out of this situation.

1090 And I hate to tell you, but they will win. So you'll do everything you can, you'll make your recommendations to the City, and they will win. Westmount will win. You know... Other areas that are wealthy will win. But I applaud you for trying. You know, do your best, and as someone who's had to look at some of the things that cities do to get rid of you, it's sad, but... I hope... I still like to hope that there can be something good that comes.

1095

Mme JUDY GOLD :

Thank you.

1100

LA PRÉSIDENTE :

Thank you. We will try very hard. Merci beaucoup de votre présence, c'était en effet très précieux. Portez-vous bien, bonne chance.

1105

M. DAVID CHAPMAN :

Merci.

LA PRÉSIDENTE :

1110

La prochaine personne qui va venir est madame Gabrielle Rondy, de la SDC du Village.

Alors on est de retour avec l'audition de l'opinion de la SDC du Village, et c'est madame Gabrielle Rondy qui est avec nous. Bonsoir, madame Rondy.

1115

Mme GABRIELLE RONDY, directrice générale, SDC du Village :

Bonsoir. Gabrielle Rondy, directrice générale de la Société de développement commercial du Village, qui représente quelque 255 membres. On parle de là des entreprises, des institutions, des organismes.

1120

Mon collègue Glenn Castanheira, de la SDC Montréal centre-ville, vous a parlé de la Loi des cités et villes, mais c'est important à rappeler. On est régis par la Loi sur les cités et villes et toutes les entreprises qui sont dans le territoire des SDC, dont la SDC du Village, sont obligatoirement membres, contrairement aux chambres de commerce, où le membrariat est volontaire.

1125

LA PRÉSIDENTE :

1130

Je voulais vous dire qu'on avait lu votre mémoire...

Mme GABRIELLE RONDY :

Merveilleux.

1135

LA PRÉSIDENTE :

C'est à vous, on vous écoute.

1140 **Mme GABRIELLE RONDY :**

Désolée, j'ai parti la cassette trop vite. Le territoire de la SDC du Village est composé principalement de la rue Sainte-Catherine Est, donc, entre les rues Berri et Cartier, et la rue Atateken, entre René-Lévesque et Robin.

1145

La SDC du Village, c'est une toute petite équipe de quatre personnes qui veillent à réaliser plusieurs projets, dont la piétonnisation estivale, qui va en être à sa 19^e édition cette année en 2025, et c'est aussi les 20 ans de création de la SDC du Village.

1150

Dans notre mémoire, on voulait partager notre expérience et nos observations pour contribuer à la réflexion menée par l'OCPM sur les conditions de succès pour une cohabitation sociale harmonieuse et l'intégration de ressources destinées aux personnes en situation d'itinérance à Montréal.

1155

Bien que nos recommandations soient ancrées dans notre expérience spécifique du Village, elle s'adresse à l'ensemble des quartiers montréalais et met en lumière des stratégies qui peuvent être transposées à d'autres contextes urbains.

1160

Je ne pense pas vous apprendre quelque chose en vous disant que le Village a été l'un des ou sinon le quartier le plus touché par les défis liés à la cohabitation dans les dernières années. Les personnes vulnérables ont toujours fait partie du paysage du Village. Le Centre-Sud, bien, c'est une concentration excessivement forte d'organismes communautaires à Montréal, mais au Québec, ça a toujours fait partie de l'ADN, et notre vision, à la SDC du Village, n'a jamais, mais jamais été le « pas dans ma cour ». Mais la cour, elle est devenue drôlement pleine dans les dernières années, surtout depuis la pandémie.

1165

1170

Pour nous, il y a vraiment un point de bascule qui est l'ouverture du refuge de la place Dupuis en novembre 2020. La Ville de Montréal et le gouvernement du Québec ont ouvert ce refuge du jour au lendemain, donc près de 400 places dans un secteur qui était déjà extrêmement fragilisé. Il faut dire que le Village, c'est une artère de destination qui était connue

à l'international, fréquentée par tout le monde, avec les boules qui étaient suspendues au-dessus de notre tête, c'était la carte postale du Québec et même du Canada pendant plusieurs années.

1175 Quand est arrivée la pandémie, bien, cette artère de destination là est devenue désertique du jour au lendemain parce que ses bars, ses salles de spectacle, ses restaurants, ses saunas... tout était fermé. Donc, quand il y a eu l'ouverture du refuge de la place Dupuis, bien, les organismes communautaires n'ont pas été impliqués dans cette décision-là. Les commerçants et la SDC n'ont pas été impliqués.

1180 Vous dire, la veille, on était en rencontre avec nos membres pour une rencontre qu'on a régulièrement avec nos membres, les services de police, les organes communautaires, juste pour maintenir un dialogue ouvert sur les enjeux qu'il y a dans le Village. Et on ne savait pas que le lendemain, il allait y avoir cette annonce-là.

1185 Donc, quand ça a été annoncé, évidemment, nos membres, qu'on a vus la veille, pensaient qu'on leur avait menti. Ça a été, je dirais, une fracture qui a pris des semaines et des mois, même, à rétablir avec nos membres, parce qu'ils étaient sûrs qu'on était au courant et qu'on leur avait caché cette information-là, ce qui n'était pas du tout le cas.

1190 On espère évidemment que la Ville va avoir appris de l'expérience du Village et ne va jamais réimplanter une ressource aussi grosse dans aucun secteur. Ça ne fait pas de sens, mais s'il fallait absolument le faire, c'est d'avoir une solide stratégie de mitigation en amont pour s'assurer du succès.

1195 Cette décision-là, de l'ouverture du refuge de la place Dupuis, a forcé la SDC à sortir de son mandat pour mieux accompagner ses membres. On a mis en place hyper rapidement un projet d'agents d'accueil en janvier 2021 pour essayer de créer un dialogue, d'informer les populations vulnérables sur les ressources, de faire nos liens avec nos membres, de faire nos liens, même, avec les résidents.

1200

1205 On a soutenu ce projet-là pendant deux ans, bien que ce soit vraiment en dehors de notre mandat de société de développement commercial. Puis, on s'est rendu compte en fait d'un élément précieux que tous les organismes communautaires pourraient dire bien mieux que nous, mais une équipe stable fait qu'on a pu créer des vrais liens avec les populations vulnérables, puis les accompagner dans certaines étapes de leur cheminement.

1210 Donc un des plaidoyers, c'est ça, c'est de soutenir les organismes communautaires qui font un travail qui est vital pour qu'ils puissent conserver leurs équipes et créer des liens qui sont durables avec les personnes qui en ont besoin.

1215 Je vous dirais, sinon, que les commerçants sont une sorte de première ligne invisible. On peut penser à un café, un restaurant, qui rend ses toilettes accessibles à tout le monde. Même les populations vulnérables, qui permettent de recharger leur cellulaire, qui donnent parfois un café, un sandwich aux personnes qui en ont besoin. Ils font ça sans aucune formation. Les commerçants ne sont pas des travailleurs sociaux, ils font ça avec aucune ressource humaine supplémentaire, aucune ressource financière. Ils le font parce qu'on est de même dans le Village, on est de même dans le Centre-Sud, on veut aider les autres.

1220 Mais le jour où ce commerce-là ferme, parce que c'est excessivement difficile d'être en affaires en 2025, bien évidemment, cette première ligne-là disparaît tout d'un coup, sans que personne s'en rende compte parce qu'elle n'est pas vraiment nommée comme ressource de première ligne, ces commerces-là, qui agissent en tant que tel. Évidemment, la pression va se répercuter sur l'ensemble des autres entreprises du secteur.

1225 Donc, il n'y a aucune reconnaissance que les commerçants assument ce genre de première ligne là dans le Village, mais aussi dans d'autres quartiers. Il faut donc aider, accompagner et soutenir les entreprises qui jouent ce rôle-là de première ligne. Mieux les former, mieux reconnaître leur rôle dans cet écosystème-là, qui est souvent extrêmement fragile.

1230 Donc, on a des recommandations qu'on a émises. Je vais revenir brièvement, parce qu'elles sont dans le mémoire, mais... Il faut vraiment renforcer la coordination. La Ville doit jouer

son rôle clé pour faciliter la mise en réseau de tous les acteurs pour assurer la réussite de n'importe quel projet.

1235 Aussi, créer des espaces multifonctionnels. La mairesse l'a rappelé à plusieurs reprises, la rue ne peut pas être un hôpital, la rue ne peut pas être un centre de jour. C'est impossible, ça prend des ressources le jour, ça prend des ressources la nuit, qui sont appropriées. Ça prend des toilettes, des installations sanitaires, des ressources pour fournir des vêtements, de l'alimentation aux personnes qui en ont besoin.

1240 Il faut améliorer la sécurité et la cohabitation sociale. Il faut mettre en place des patrouilles, que ce soit EMMIS ou d'autres patrouilles, pour favoriser le dialogue entre toutes les personnes, que ce soient les résidents, logés ou non, les commerçants, les organismes communautaires et les personnes en situation d'itinérance.

1245 Il faut aussi développer des programmes d'insertion à grande échelle. Nous, à la SDC du Village, depuis le mois de mai 2024, on soutient un projet pilote qui s'appelle les Allié-e-s du Village, grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie, avec la Maison du Père.

1250 Depuis le mois de mai, on a accompagné huit hommes vulnérables dans leur réinsertion sociale et professionnelle, bien que ce ne soit pas dans le mandat de la SDC du Village. Ils ont comme mandat... bien, pas en ce moment, là, mais l'horticulture du village et la propreté.

1255 Puis notre souhait, c'était vraiment d'envoyer ce message-là, que c'est hyper simple de monter des projets avec les organismes du quartier, puis d'inclure ces populations-là, parce que leur sentiment de fierté au quotidien est incroyable. Ils ne viennent pas prendre soin d'un quartier, ils veulent prendre soin de leur quartier qu'ils veulent embellir, puis c'est vraiment fantastique de les voir tous les jours évoluer. On est bien fiers de soutenir ce projet-là depuis le mois de mai.

1260 Est-ce qu'une plus grosse organisation aurait pu faire plus? Oui, on est quatre. Ils sont plus nombreux dans la brigade que nous. Donc ça, c'est vraiment un modèle qu'on souhaite qui soit reproduit dans d'autres quartiers, parce que ça fonctionne très bien.

1265

Ensuite, il faut sensibiliser la communauté locale. C'est important de mettre en place des programmes de sensibilisation et de formation auprès des commerçants pour qu'ils deviennent des meilleurs partenaires dans ces projets-là.

1270

Il faut aussi optimiser l'aménagement et la propreté, ce qu'on appelle le *clean and safe*, que des personnes ont nommé avant moi. Ce sont les principaux freins à l'activité économique d'une artère commerciale. La mise en place de brigades manuelles dédiées comme les Allié-e-s du Village, c'est nécessaire pour assurer le succès de l'implantation de nouvelles ressources, peu importe le quartier.

1275

Il faut aussi favoriser l'accès à l'information. Il y a tellement de... il y a beaucoup de ressources, mais qui ont des paramètres différents dans plusieurs quartiers. Nous, ce qu'on suggère, c'est qu'il y ait vraiment des panneaux d'affichage multilingues dans tous les quartiers où il y aurait un répertoire, en fait, de tout ce qui est accessible pour aider les personnes à mieux trouver les ressources qui sont nécessaires.

1280

Nous, on a, à petite échelle, fait un aide-mémoire pour nos membres parce que les membres avaient à faire un véritable chemin de croix avant l'implantation d'EMMIS avec une ligne directe, pour se demander, bien, est-ce qu'ils sont en couple, est-ce qu'ils sont intoxiqués, est-ce qu'ils ont un chien, où est-ce qu'on peut les envoyer? Mais ce n'est pas le travail des commerçants de devoir faire un diagnostic sur les personnes.

1285

Donc, on a fait un petit aide-mémoire que tous nos membres ont, avec quand on appelle le 911, quand est-ce qu'on appelle le 311, quand est-ce qu'on appelle EMMIS, puis ça a vraiment été apprécié. Ça a pris quelques minutes, puis ça fait la différence. Comme ça, nos commerçants n'ont pas à chercher le numéro.

1290

En terminant, je vous dirais que le mot cohabitation, on ne l'utilise presque plus dans le Village parce qu'il ne veut plus dire grand-chose. Depuis cinq ans, les commerçants du Village ont l'impression que la cohabitation, c'est de devoir tolérer des excréments humains devant leur commerce, de devoir récupérer eux-mêmes des seringues dans leurs toilettes, dans leurs

1295 entrées, de devoir rassurer leur clientèle lors des situations de violence ou lorsqu'une personne a un comportement insécurisant.

1300 Mais ce n'est pas ça la cohabitation. Ça, c'est un manque de ressources, c'est un manque de soutien aux organismes communautaires. C'est un manque de financement, c'est un manque d'espace pour les besoins de base, c'est un manque de lieux sûrs et sécuritaires pour l'ensemble des différentes populations qui sont vulnérables.

1305 Puis la mission de la SDC, c'est de soutenir, représenter et défendre les intérêts collectifs de nos membres afin de favoriser leur développement. Valoriser, embellir et animer notre territoire est au cœur de notre raison d'être puisque nous avons l'expertise, la compréhension et le soutien du milieu. Mais je dirais que depuis cinq ans, c'est extrêmement difficile de réaliser notre mission dans le Village en raison du des conditions actuelles. Voilà. J'ai respecté le temps.

LA PRÉSIDENTE :

1310 Merci, merci beaucoup.

1315 Vous dites que vous n'utilisez plus ce mot-là, cohabitation. Beaucoup de groupes sont venus devant nous pour nous dire qu'ils ne l'aimaient pas non plus, parce que c'est un mot qui se serait dégradé et qui envoie une image de responsabilisation sur les épaules des services communautaires comme devant être garants de la cohabitation harmonieuse.

Partage de l'espace public. Je n'ai pas votre mémoire devant moi, mais je me souviens d'un aspect sur le mobilier que vous avez imaginé pour en faire des lieux de rencontre entre les gens, et aussi que ça soit de beaux espaces, de beaux lieux.

1320 Je me demandais, avez-vous un petit peu fait une évaluation de l'impact de cette ressource que vous vous êtes créée et est-ce que vous aviez été accompagnés par des spécialistes, avez-vous été inspirés par d'autres villes? Parce que je trouvais ça intéressant, vraiment.

1325 **Mme GABRIELLE RONDY :**

Je dirais que sur l'aménagement, le cas du Village est particulier parce que jusqu'à 2019, quand il y avait l'installation 18 nuances de gai de Claude Cormier, il y avait à peu près trois bancs dans le Village. Il y avait beaucoup de terrasses privées, évidemment, mais il y avait peu de bancs parce que les commerçants n'en voulaient pas, de mobilier. Ce n'était pas dans les usages.

Puis, graduellement, on a commencé à mettre du mobilier, puis on s'est rendu compte, comme tous les spécialistes de l'aménagement vous diraient, si on a suffisamment, bien, il est suffisamment bien utilisé, puis, oui, il y a des personnes qui vont peut-être dormir, prendre un petit moment de répit, mais il va avoir aussi des personnes âgées qui vont être là, des familles. Il va avoir une diversification, je dirais, des usages, donc, plus il y a de mobilier, plus ça se tolère.

Donc cet été, l'été 2024, on avait un projet avec le Parc olympique qui donnait, en fait, des bancs du Stade olympique à la communauté pour faire des projets. Donc, on a créé des structures de trois par trois par trois bancs du Stade olympique, qui étaient parfaits pour le domaine public, là, avec la petite assise qui se relève, il n'y a pas d'accumulation d'eau, ça rend ça un petit peu plus difficile, évidemment, de se coucher, mais ça fait que ça faisait de l'espace public suffisant pour toutes les clientèles qui fréquentent le Village, puis ça a été, de manière globale, très bien accepté par nos commerçants et par la population.

La rue Sainte-Catherine, elle est longue l'été, elle est très chaude l'été, donc de pouvoir s'asseoir un moment en allant à l'épicerie, bien, tout le monde y a trouvé son compte, donc c'est sûr qu'on va les ramener.

Mais ce sont des réflexions qu'on tente d'avoir aussi avec la Ville de Montréal parce que la rue Sainte-Catherine est à l'aube d'un grand réaménagement. Donc on a ces questionnements-là sur le mobilier qui viendra avec le réaménagement de la rue. Il doit être suffisamment adapté à l'ensemble des populations qui fréquentent le Village, mais aussi à

1355 l'ensemble des événements que reçoit ce territoire-là, qui est particulier, quand même. Donc, ça, c'est un.

1360 L'autre, c'était pour les Allié·e·s. Dans le fond, l'idée est venue quand je suis allée visiter la ressource du pavillon Lemaire, sur la rue Atateken, puis j'ai fait la rencontre de plein d'hommes qui étaient aptes à travailler, qui avaient vraiment envie de s'impliquer. Puis c'était de se dire, comment on peut, à petite échelle, nous, en tant que société de développement commercial, aider ces personnes-là. Au lieu de donner le contrat d'arrosage à un fournisseur externe, on s'est dit, on va le faire nous-mêmes, essayons, voir, si ça fonctionne.

1365 Puis le projet pilote estival a migré en un projet qu'on espère qu'on va être capables de soutenir financièrement pour les prochaines années parce que ça fonctionne. Ils sont tellement fiers de travailler dans leur quartier, de l'embellir. Ils connaissent tout le monde. Ils arrivent à désamorcer des situations de crise avec les populations vulnérables parce qu'ils les connaissent. Il y a un respect mutuel aussi qui s'est établi entre les personnes. Ils ne touchent pas aux bacs à fleurs parce que ce sont les bacs à fleurs de Claude, de Gilles, de Mamadou, ils les connaissent, tu sais.

1375 Donc, vraiment... On l'a monté cet été en une semaine, avec les moyens du bord, pour être 100 % honnête puis ça a fonctionné. On a été chanceux, je dirais, parce que la Maison du Père connaît tellement bien les hommes qui sont dans leurs ressources. Donc, ils nous ont mis en contact avec des hommes qui étaient rendus là dans leur processus, qui avaient envie de s'impliquer, qui avaient envie d'avoir des sous de plus.

1380 Puis de se faire dire par un de nos participants qui a 72 ans, bien, pour la première fois, il arrive à mettre des sous de côté, bien, ça fait chaud au cœur. Puis avec ça, bien, ils peuvent aller au restaurant, ils peuvent s'acheter quelque chose à l'épicerie qui n'est pas en spécial, puis se gâter un peu, puis ça fait plaisir en ce sens-là.

1385

LA PRÉSIDENTE :

Je suis sûre que Denis a une ou deux questions pour vous.

1390 **M. DENIS LECLERC :**

Oui, je trouve qu'il y a des éléments bien inspirants dans votre présentation puis dans vos actions. On nous a... je comprends que le terme...

1395 **Mme GABRIELLE RONDY :**

Cohabitation. On n'en a pas un meilleur à proposer.

1400 **M. DENIS LECLERC :**

Cohabitation, c'est ça, moi-même... il y en a qui parle du partage de l'espace, monsieur Lanouette en parlait justement, mais... Jusqu'à maintenant, on dirait qu'on l'a toujours vu dans des enjeux de polarisation, polarisation entre, supposons, les bailleurs de fonds puis les organismes communautaires, mais aussi quand on parle de la cohabitation directement, c'est souvent la polarisation entre l'organisme, puis les résidents, les commerçants qui sont autour. Et là, tout à coup, vous arrivez avec un concept où les commerçants, en termes de regroupement par vous, vous devenez un autre acteur qui s'insère dans la dynamique, puis qui peut promouvoir, puis être un moteur de certaines actions qui vont profiter un peu à tous.

1410 Donc ça, je trouve que c'est très inspirant. J'ai certaines questions sur l'opérationnalisation. Comme les brigades de propreté, elles sont initiées par vous, elles sont initiées en collaboration avec un organisme communautaire? Je pense que vous l'avez expliqué, mais, financés...

1415

Mme GABRIELLE RONDY :

1420 Oui, c'est vraiment la SDC qui a voulu faire ce projet-là. Pour l'été, comme ça rentrait dans le cadre de la piétonnisation, c'est soutenu à la fois par l'arrondissement et par la Ville de Montréal dans le cadre du programme de piétonnisation.

1425 Quand est arrivée la fin de la piéto, on voulait maintenir, continuer le projet, parce qu'on ne voulait pas laisser non plus ces hommes-là comme ça. Donc l'arrondissement nous a aidés, et le projet est soutenu pour l'instant jusqu'au mois de mai, la mi-mai, et après ça, bien on espère sécuriser un financement de trois ans avec eux pour pouvoir continuer le projet.

1430 Les résidents sont vraiment contents. En fait, les résidents souhaitent qu'on étende le projet à l'extérieur de notre périmètre à nous, qui est principalement, comme je disais, la rue Sainte-Catherine et Atateken, mais les besoins dans le Village en propreté vont au-delà de la rue commerciale, donc les résidents voudraient, ils les saluent, ils les remercient à tous les jours du travail qu'ils font, puis c'est chouette d'avoir mis ça en place, mais vraiment avec, je le répète, les moyens du bord, là.

1435 **M. DENIS LECLERC :**

1440 Et justement, dans ça, il y a des fois de l'accompagnement, ces gens-là ont leurs défis, puis des fois, ce n'est pas toujours, entre guillemets, des employés qui sont faciles, mais ça les aide, et tout ça. Comment vous faites cet encadrement-là? Est-ce qu'il y a un lien avec d'autres, des professionnels?

Mme GABRIELLE RONDY :

1445 On est supervisés, dans le fond, avec la Maison du Père, donc on a un coordonnateur, André Leroux, qui est là, il fait le suivi avec les hommes. S'il y en a qui, bien, ils ne sont peut-être pas rentrés, il est capable de voir au-delà, parce que ça fait 5, 10 ans qu'il connaît ces personnes-là, donc il sait -ce qui se passe. Si un tel n'est pas rentré après deux chiffres, il se

doute qu'il y a quelque chose qui ne va pas, et que peut-être la personne fait face à des difficultés.

1450

Donc oui, on a un coordonnateur à la Maison du Père, et c'est là que ça fait toute la différence pour le projet, parce que les hommes ont été, je dirais, bien choisis. C'était des hommes qui étaient rendus là dans leur parcours et qui avaient envie de s'investir avec nous dans le projet. Ça fonctionne, mais il faut travailler avec les organismes.

1455

M. DENIS LECLERC :

Donc c'est l'expérience terrain, l'expérience professionnelle, elle se fait en lien avec les organismes communautaires. Dans ce sens-là, maintenant, juste si on regarde... parce que vous dites que ça peut faire des modèles ailleurs. Est-ce que, en tout cas, il y a quelque chose qui peut être inspirant dans d'autres secteurs où, justement, on sort un peu de la polarisation, puis on inclut des gens qui ont aussi, jusqu'à un certain point, une capacité financière, pas à l'extrême, mais qui peut contribuer aux différents enjeux de financement. Comment vous voyez ça, un petit peu?

1460

1465

Mme GABRIELLE RONDY :

C'est une bonne question, mais, tu sais, on l'a présenté à nos collègues de toutes les SDC du Québec parce que je pense que ça peut être repris avec les moyens des équipes de toutes les SDC du Québec. C'est facile à mettre en place, il y a des ressources de ce type-là partout, là, donc tout le monde est capable de mettre en place rapidement. Il faut trouver les bonnes personnes. Puis après, il faut juste sécuriser le financement parce que c'est sûr que c'est de la main-d'œuvre, donc ça prend l'aide de soit la Ville ou les gouvernements pour sécuriser le projet, mais ça fonctionne.

1470

1475

M. DENIS LECLERC :

Merci.

LA PRÉSIDENTE :

1480

Il nous reste deux minutes. Judy, as-tu une question?

Mme JUDY GOLD :

1485

Vous avez mentionné, il me semble que vous faites une formation auprès des commerçants?

Mme GABRIELLE RONDY :

1490

Oui.

Mme JUDY GOLD :

1495

Qui est-ce qui offre la formation? Est-ce que c'est vous? Est-ce que vous travaillez avec des associations communautaires? Qui donne la formation?

Mme GABRIELLE RONDY :

1500

On a eu des formations avec EMMIS, il y a Spectre de rue, aussi, qui l'offre à nos membres. C'est sûr que c'est difficile de... Prenons par exemple un bar, où là, si on l'offre au gérant, est-ce que c'est eux les bonnes personnes, le personnel change souvent, donc c'est sûr que c'est difficile de maintenir une régularité, je dirais, dans les formations, mais on a essayé de l'offrir le plus souvent qu'on pouvait dans les dernières années à nos membres, principalement via EMMIS.

1505

1510 **LA PRÉSIDENTE :**

Donc c'est EMMIS qui donne la formation. Ce n'est pas une formation sur EMMIS, mais c'est EMMIS, les intervenants sociaux d'EMMIS, qui le font.

1515 **Mme GABRIELLE RONDY :**

Exact.

1520 **LA PRÉSIDENTE :**

Mais Spectre de rue aussi.

Mme GABRIELLE RONDY :

1525 Oui.

LA PRÉSIDENTE :

1530 O.K., très bien. Écoute, il nous reste quelques secondes. Je trouvais l'idée, votre initiative d'avoir fait vous-même pour vos membres un aide-mémoire, ressources, personnes-contact et tout ça, ça a dû être absolument apprécié, en effet.

Mme GABRIELLE RONDY :

1535 Oui vraiment, et c'est moi-même, dans Canva, qui a fait ça avec mes ressources de designer graphique *cheapette*, mais ça fonctionne. Puis ça a été rapide, on l'a mis en place.

1540

LA PRÉSIDENTE :

Merci beaucoup de votre passage devant notre commission, madame Rondy, donc, de la Société de développement commercial du Village.

1545

Mme GABRIELLE RONDY :

Merci.

1550

LA PRÉSIDENTE :

Alors, bonne continuation.

1555

M. DENIS LECLERC :

Merci.

LA PRÉSIDENTE :

1560

Alors, nous accueillons maintenant deux représentants de la Corporation du développement communautaire du Plateau-Mont-Royal. Donc, madame Valérie Doran, je vous laisse vous présenter et présenter la personne qui vous accompagne.

Mme VALÉRIE DORAN, coordonnatrice, comité itinérance, CDC Plateau-Mont-Royal :

1565

Super, merci beaucoup pour ce moment de consultation. Donc, moi, c'est Valérie Doran, je suis la personne qui coordonne le comité itinérance à la Corporation de développement communautaire du Plateau-Mont-Royal. On est un regroupement communautaire d'organismes locaux du Plateau, puis je suis venue accompagnée de Jordane Brodeur, qui représente un des organismes membres de la CDC Plateau-Mont-Royal.

1570

LA PRÉSIDENTE :

Merci.

1575

Mme VALÉRIE DORAN :

Donc, aujourd'hui, je suis venue vous présenter rapidement le mémoire, un bref résumé. Comme il était assez dense, une trentaine de pages, j'essaie de vous faire un résumé en 10 minutes.

1580

La Corporation de développement communautaire, comme je vous l'indiquais, est [inaudible]. On a fait une consultation auprès de près de 30 membres. On a actuellement 70 membres communautaires qui ne se spécialisent pas uniquement en itinérance, mais au sein du comité itinérance, il y a une trentaine de membres qui participent activement à soutenir toutes les personnes dans leur situation d'itinérance, des personnes à risque ou des personnes ayant déjà vécu l'itinérance. Donc, le but, c'est de représenter l'ensemble des positions de ces membres-là aujourd'hui.

1585

Dans le mémoire qu'on vous a déposé, on présente notamment, justement, le résumé des recommandations, la situation locale de qu'est-ce qui se passe spécifiquement pour le Plateau-Mont-Royal. On vous a aussi résumé rapidement le portrait du phénomène de l'itinérance, car en mars 2024, ce même comité a porté une recherche sur la situation dans le Plateau-Mont-Royal. Puis on est venus un peu redéfinir certaines thématiques que vous aviez abordées avec la Ville de Montréal, notamment l'itinérance, la cohabitation sociale, la médiation sociale et le milieu de vie, pour ensuite vous faire des recommandations plus poussées.

1590

1595

Donc, je ne vous apprend rien aujourd'hui si je vous indique que le Plateau-Mont-Royal a la réputation d'être un milieu très aisé. C'est un endroit qui a été très touché par la gentrification et qui vit une grande pression au niveau du logement. Donc, la crise du logement fait en sorte qu'actuellement, les gens qui y habitent et qui vivent une éviction ou qui doivent déménager sont appelés à quitter le Plateau-Mont-Royal, ne peuvent pas retrouver un logement dans le quartier.

1600

1605 Donc, on vit une grande... Ils sont déracinés de leur milieu actuellement, puis les personnes qui occupent encore le territoire se retrouvent en insécurité alimentaire, donc elles doivent choisir entre se nourrir ou se loger.

1610 Le portrait qu'on a réalisé dans le quartier a aussi démontré qu'actuellement, les personnes les plus surreprésentées en lien avec l'itinérance, c'est les communautés LGBT ainsi que les communautés autochtones, puis c'est aussi les ressources les plus manquantes ou du moins saturées, actuellement, sur le territoire. Donc, il y a un manque à ce niveau-là.

1615 Si on veut aborder l'ensemble des thématiques qui ont été présentées dans le cadre de cette consultation-là, comme on le disait, il faut revoir un peu les définitions qui ont été présentées par la Ville sur l'itinérance.

Nous, on a perçu que cette consultation-là était finalement associée beaucoup aux personnes marginalisées dans l'optique d'invisibiliser, cacher ou camoufler ce qui est maintenant de plus en plus visible avec la crise du logement.

1620 Ensuite, pour la cohabitation sociale, comme vous l'avez dit plus tôt, c'est une terminologie qui ne démontre plus réellement ce que c'est de vivre ensemble et de partager un espace public. C'est maintenant un terme qui est utilisé beaucoup par les personnes logées ou par les institutions afin d'exclure de plus en plus les personnes en situation d'itinérance.

1625 Pour ce qui est de la médiation sociale, on trouvait important aussi de revoir un peu cette terminologie-là parce qu'elle est beaucoup utilisée par les institutions, par les services policiers, les services privés ou même encore par EMMIS pour justifier une intervention dans l'objectif de... initialement, si on parle de médiation sociale, on parle de commun accord. On parle d'une entente, une collaboration, alors qu'actuellement, les groupes qui utilisent la médiation sociale, comme je disais, EMMIS, etc., vont l'utiliser davantage pour déplacer des populations ou les
1630 emmener plus loin, pour encore une fois invisibiliser le phénomène de l'itinérance.

1635

Ce qui est pour le milieu de vie, ça nous a fait réagir de voir la définition de la Ville parce que ça a été inscrit comme étant un milieu de vie qui est offert aux résidents et résidentes de la Ville de Montréal, alors que pour nous, on perçoit que le milieu de vie, c'est un portrait de qui sont les gens qui l'occupent, qui se l'approprient, qui le nourrissent, qui le colorent avec la prise en place de l'espace public.

1640

Maintenant qu'on a redéfini un peu notre façon de voir, nos recommandations générales demandent à ce qu'on reconnaisse tout d'abord la crise du phénomène de l'itinérance, la crise du logement, la crise qui fait en sorte qu'on est de plus en plus en devant des personnes en situation de pauvreté et de précarité financière.

1645

On demande à la Ville d'adopter une vision plus générale, inclusive et accueillante, en lien avec la cohabitation sociale. Donc, si on parle de cohabitation sociale, on parle d'inclusion de tous les groupes, et de ne pas viser seulement les personnes sans domicile.

1650

Dans les recommandations pour l'intégration harmonieuse des ressources, on propose d'offrir une gratuité dans les transports en commun, parce qu'avec la distance entre les ressources, avec le fait que ces ressources sont saturées, les gens passent la plupart de leur temps à être en déplacement pour trouver réponse à leurs besoins principaux.

1655

Donc, pour avoir une intégration, notamment si les ressources sont invitées à avoir une certaine distance avec les milieux de vie auprès des jeunes, c'est d'encourager notamment la gratuité pour ces personnes-là.

1660

Ensuite, on demande aussi de ne pas déplacer les ressources communautaires advenant qu'il y avait une demande de restriction en distance. Puis, la Ville de Montréal a proposé aussi le Plan d'urbanisme de Montréal qui disait qu'il pouvait y avoir, peut-être, une restriction dans ces distances-là pour les futures ressources. Nous, on recommande de ne pas mettre de restrictions.

1665

Ensuite, on salue l'initiative de l'ombudsman de Montréal qui demande à ce qu'on favorise davantage l'implantation des ressources communautaires dans les quartiers et dans la Ville de Montréal. Dans ce cas-ci, c'était dans le cas de Milton Park.

1670

Puis pour ce qui est de l'occupation de l'espace public, on entend souvent que tout ce qui touche la cohabitation sociale est relié avec l'hygiène, avec la gestion des déchets. Donc, nous, on fait des recommandations dans ce sens-là afin d'assurer, justement, que les gens se sentent dans un milieu plus propre et plus accueillant, soit d'offrir un accès universel par l'équipement et le mobilier urbain, comme ça a été nommé plus tôt.

1675

Augmenter l'accès à l'eau potable et propre, diversifier, aussi, ces accès-là, notamment par les espaces d'ombre, les brumisateurs, etc. Et assurer aussi un accès inclusif aux installations sanitaires, parce que ces espaces-là permettent d'avoir recours à non seulement y uriner, mais aussi avoir une hygiène de vie et répondre à d'autres besoins.

1680

Donc, on demande non seulement d'avoir une augmentation dans l'offre d'installations sanitaires, mais aussi d'être des espaces accueillants parce qu'on a vu beaucoup de discrimination, notamment avec des règlements autour des bibliothèques.

1685

Pour ce qui est de l'hébergement, on demande à ce que la Ville de Montréal offre des espaces destinés à l'entreposage. Actuellement, ça peut être le cas lorsqu'une personne se fait évincer, donc on demande aussi, justement, que la Ville de Montréal collabore davantage avec le tribunal administratif du logement pour qu'une personne qui perd l'ensemble de ses choses puisse pouvoir avoir un soutien dans la recherche de logement.

1690

Puis, on recommande le financement de postes pour le soutien dans cette recherche-là. Et considérant qu'actuellement on a une crise du logement, que les gens sont de plus en plus appauvris, que le phénomène de l'itinérance ne va pas cesser du jour au lendemain, on demande, sans solution structurante de la part de la Ville, de tolérer tous les campements.

Je vais clairement manquer de temps. Je vous vois me faire un signe, donc je vous fais ça plus rapidement.

1695

On demande évidemment d'assurer du financement adéquat. On demande également que tout ce qui est en sécurité urbaine, le financement qui est en sécurité urbaine, soit également mis de l'avant à parts égales au milieu communautaire. Donc, dès qu'on donne l'argent pour EMMIS ou le SPVM, on donne la même quantité du côté des groupes communautaires.

1700

Et évidemment, là, j'ai encore plein de choses, mais j'ai peur de manquer de temps?

Mme JORDANE BRODEUR, directrice, la Maison des amis :

1705

Les principaux.

Mme VALÉRIE DORAN :

1710

Ouais, c'est ça. Donc, sinon, on demande aussi que chacun des arrondissements puisse avoir une posture face à la cohabitation sociale, parce qu'on parle de plus en plus de mettre en place des plans de cohabitation, donc ces plans-là pourraient être mis en place avec les solutions, là... On aborde plusieurs recommandations, plusieurs pistes de solutions, mais par territoire, par quartier, on recommande que les personnes en situation d'itinérance, les personnes qui occupent l'espace public et l'ensemble des populations puissent contribuer à ce plan d'action là.

1715

1720

Puis, une autre recommandation que nous, on perçoit comme très pertinente et nécessaire, c'est de mettre en place un comité d'aménagement solidaire. Mes PowerPoint ne vont pas vous suivre. Mais, ce comité solidaire là permettrait de faire le développement social de la Ville de Montréal, et l'aménagement et urbanisme de la Ville de Montréal pourraient créer un comité ensemble afin de réfléchir non seulement comment est le cadre bâti, l'espace public, mais aussi comment les gens l'occupent.

1725 Est-ce que j'ai encore quelques secondes? Oui c'est ça, merci. Bien, ça va, je suis prête pour les questions, je pense. Ça allait bien chez moi, mais là, aujourd'hui, j'ai eu trop de choses à vous dire.

LA PRÉSIDENTE :

1730 Bon, écoutez, nous avons lu votre mémoire et il est très généreux.

Mme VALÉRIE DORAN :

1735 Oui.

LA PRÉSIDENTE :

1740 Plus de 30 recommandations. Elles ont défilé un petit peu rapidement, mais ne soyez pas inquiète, nous les avons toutes lues.

Mme VALÉRIE DORAN :

Vous l'avez lu.

1745 **LA PRÉSIDENTE :**

Oui. C'est sûr que vous demandez un changement de posture de la Ville de Montréal par rapport au communautaire.

1750 **Mme VALÉRIE DORAN :**

Oui.

1755 **LA PRÉSIDENTE :**

Vous n'êtes pas la première à le faire et on comprend l'importance que vous y accordez. Vous venez de nommer quelque chose qui est assez nouveau comme perspective, c'est-à-dire, vous souhaitez que quand on augmente les financements, le financement du SPVM ou d'une
1760 brigade de médiation comme EMMIS, qu'on augmente également proportionnellement ce qu'on donne au communautaire pour faire de la cohabitation sociale, si j'ai bien compris.

Mme VALÉRIE DORAN :

1765 Dans le fond, ce n'est pas nécessairement d'augmenter le financement auprès de la sécurité urbaine, mais vraiment de s'assurer que les parts soient égales, qu'il y ait des portions équivalentes dans les deux spécialités, si on veut.

LA PRÉSIDENTE :

1770

O.K.

Madame Brodeur, vous voulez ajouter quelque chose par rapport à ça?

1775 **Mme JORDANE BRODEUR :**

Moi, c'était mon point préféré de toute la présentation. Moi, je suis directrice d'un centre de jour en itinérance sur le Plateau. Je trouve que cette partie-là est vraiment importante, parce qu'on voit que le financement se dirige souvent dans, justement, ça, mais respecter l'expertise
1780 de tous les agents des milieux différents fait en sorte qu'il y a une cohabitation qui se fait mieux.

LA PRÉSIDENTE :

1785 C'est comme de reconnaître à égalité les réflexes sécuritaires qu'a la Ville versus le réflexe solidaire, comme nous a dit une chercheuse il y deux jours.

Mme VALÉRIE DORAN :

Oui.

1790 **LA PRÉSIDENTE :**

C'est comme... rendre des équivalents. O.K., merci beaucoup. Denis, je suis sûre que tu as des questions.

1795 **M. DENIS LECLERC :**

Oui. Vous avez, parmi vos recommandations, justement, vous en avez parlé rapidement, nous recommandons une réglementation sur la question de la cohabitation et nous invitons les différents arrondissements à adopter un plan de local de cohabitation.

1800

Dans ça, vous demandez aux arrondissements de le faire, et en même temps comme organisme communautaire, vous demandez beaucoup de respecter l'autonomie. Dans le fond, comment est la collaboration, et là, je parle de collaboration entre l'arrondissement qui ferait un plan de cohabitation et les différents organismes communautaires dans ce cadre-là?

1805

Parce que j'aurais de la misère à penser que vous voulez qu'il vous le fasse puis qu'il vous l'impose, mais en même temps ce plan de cohabitation là va vous toucher, donc quelle serait la collaboration pour son élaboration?

1810 **Mme VALÉRIE DORAN :**

C'est pour ça qu'il faudrait vraiment mettre en place des plans qui sont par et pour les personnes visées, s'assurer que ça représente aussi la multitude et la diversité de populations qui l'occupent. Ce pour quoi on recommande ça, c'est notamment, aussi, parce que là, il y a la politique actuelle d'intolérance face aux campements, mais on se rend compte que plusieurs employés des arrondissements déploient des façons de faire différentes et ont une tolérance à

1815

géométrie variable devant les campements ou devant tout le phénomène de cohabitation, finalement.

1820 Donc, ce qu'on invite, c'est de rendre imputables les arrondissements dans cette réflexion-là et de mettre en place un plan qui représente réellement les besoins de chaque quartier.

M. DENIS LECLERC :

1825

O.K. Et pour un organisme communautaire, justement, qui était implanté dans son quartier ou dans son secteur de quartier, parce que des fois, c'est plus restreint, même, au niveau du rayonnement. Quelle est la part de l'organisme lui-même au niveau du lien avec son quartier, puis du lien avec les personnes qui y sont, mais qui peut-être ne fréquentent pas les services de l'organisme, mais il y a une cohabitation, ou en tout cas, des liens de voisinage, si on peut dire. Comment vous voyez cette partie-là?

1830

Mme VALÉRIE DORAN :

Je ne suis pas certaine d'avoir complètement compris votre question, donc je vais essayer d'y répondre dans le meilleur, là. Le but, ça serait de permettre aux organismes d'être autonomes dans leur réalisation autour, souvent, ce qui arrive, actuellement, c'est que les arrondissements vont mettre la responsabilité sur les groupes communautaires. Donc il n'y a pas de ligne, il n'y a pas de décision, c'est un peu... En fait, c'est que c'est tout le temps aléatoire, donc il n'y a pas de ligne. Ça dépend d'à quelle personne de l'équipe tu parles. Donc, je pense que... Je ne sais pas si ça y répond complètement, mais je pense que le but, c'est de s'assurer de respecter l'autonomie des groupes, oui, mais que l'arrondissement, aussi, prenne la responsabilité dans cette cohabitation-là.

1835

1840

1845

M. DENIS LECLERC :

O.K., donc c'est une responsabilité partagée, c'est bon.

LA PRÉSIDENTE :

1850 Au fond, c'est que vous souhaiteriez également contribuer au plan de cohabitation, mais que la Ville soit également imputable de sa réalisation.

Mme VALÉRIE DORAN :

1855 Je pense que pour que ça soit une vraie cohabitation sociale, c'est de mener un plan de cohabitation qui représente non seulement les pistes de solutions des gens concernés, mais qui implique tous les acteurs. Donc oui, c'est que ça soit partagé.

LA PRÉSIDENTE :

1860 Judy?

Mme JUDY GOLD :

1865 Oui. Vous recommandez que le tribunal administratif du logement offre un service de soutien psychosocial, c'est une recommandation nouvelle, originale et intéressante. Pouvez-vous élaborer, parce que j'aurais pensé que c'est le CIUSSS, en principe, qui offre un soutien psychosocial?

Mme JORDANE BRODEUR :

1870 Bien, en fait, le soutien psychosocial, je pense qu'il est offert à travers plein d'organismes, etc., mais je pense qu'on parle beaucoup aussi des démantèlements, de ces trucs-là, quand les gens sont en sortie de logements, qui sont évacués, qui sont évincés, peu importe, souvent, il n'y a pas de soutien à ces personnes-là.

1875

Donc, les gens sont juste... par l'entremise soit d'un huissier, soit justement des professionnels, dans ces moments-là. Mais le soutien psychosocial, la relocalisation, les effets

1880

personnels... Les gens, ils ont besoin, vraiment, d'aide. Puis, par exemple au centre, moi, j'en vois tous les jours, des gens qui se font évincer, qui arrivent au centre, puis là, justement, c'est entre nos mains, on essaie de les relocaliser. De un, il n'y a pas de place, mais, bref... Donc, oui, c'est d'avoir un soutien psychosocial d'urgence, en fait, qui est là, qui est toujours...

1885

Mme JUDY GOLD :

Mais c'est intéressant que vous recommandiez que ce soit le tribunal administratif de logement qui offre le service, c'est ça qui est innovant dans votre recommandation.

1890

Mme VALÉRIE DORAN :

1895

Puis, en ce moment, quand on parle avec les élus de l'arrondissement, ils nous disent que le service d'entreposage n'est pas utilisé, dans le sens où dès qu'une personne est évincée, l'ensemble des biens de la personne va être envoyé dans un entrepôt. Ils disent, bien, les gens ne reviennent pas les chercher, mais en fait, ça démontre encore plus la raison pourquoi. C'est la crise du logement. Les gens ne se retrouvent pas de logement, donc, évidemment, ils ne peuvent pas revenir chercher leurs effets personnels. C'est aussi pourquoi on demande à ce qu'il y ait plusieurs façons d'entreposer les choses pour que les gens puissent avoir au moins le minimum des choses qu'ils ont perdu.

1900

LA PRÉSIDENTE :

As-tu une autre question?

1905

Moi, je peux poser celle-ci. Il nous reste deux petites minutes. Vous dites à la page 20, revoir les rôles et les responsabilités sur le terrain. Est-ce que j'ai erré? Non?

Mme VALÉRIE DORAN :

Non.

1910

LA PRÉSIDENTE :

Non, alors on va regarder le contexte toutes les deux. Alors c'est en haut de la page. Pour parvenir à une réponse concertée, il est important de revoir les rôles et les responsabilités des différents acteurs sur le terrain. Et là, je voulais vous demander, vous voulez revoir ça comment, là, parce que je sentais que c'était une phrase chargée.

1915

Mme VALÉRIE DORAN :

Oui, dans le fond, on fait à ce moment-là toute la différence entre les équipes mixtes et le SPVM. Donc, on demande à ce que, justement, tout le travail des travailleurs de rue soit reconnu, puis qu'on n'adopte pas une posture de répression auprès des personnes en situation d'itinérance.

1920

Mme JUDY GOLD :

J'ai trouvé ma question.

1925

LA PRÉSIDENTE :

Vas-y, Judy.

1930

Mme JUDY GOLD :

Au sujet du financement provenant de la Ville, vous écrivez que les financements actuels sont orientés selon les orientations politiques de la Ville de Montréal. De ce fait, certains appels à projets offrent un cadre strict qui ne permet pas aux organismes communautaires d'appliquer lorsque cela ne répond pas à leur mission.

1935

Voulez-vous dire que les types de projet financés par la Ville, souvent, ne correspondent pas aux vrais besoins? C'est ça que vous voulez dire?

1940

Mme VALÉRIE DORAN :

1945 Oui, c'est exactement ça. On s'est rendu compte, avec plusieurs organismes membres, que les financements qui sont proposés par la Ville de Montréal sont dans des intentions de gestion de cohabitation sociale et non de réponse aux besoins des personnes en situation d'itinérance.

1950 Au fait où même certains organismes membres en itinérance ne peuvent pas offrir de soutien direct, et c'est vraiment libellé, là, dans l'offre de financement. Donc, c'est strictement pour... Il a été même proposé à certains groupes d'aller faire de la surveillance de parc à titre de travailleur de rue et non de faire du soutien directement et de cibler, par l'arrondissement, des parcs très spécifiques pour ce travail-là. Donc, on voit une certaine pression politique dans les financements à faire.

1955 **Mme JUDY GOLD :**

O.K.

LA PRÉSIDENTE :

1960 Ça, c'est nouveau. Écoutez, c'est tout le temps que nous avons pour vous. Il nous reste un autre duo à entendre, mais c'était passionnant. Merci beaucoup d'être venues devant nous...

Mme VALÉRIE DORAN :

1965 Merci beaucoup...

Mme JORDANE BRODEUR :

1970 Merci beaucoup.

LA PRÉSIDENTE :

... et bonne continuation. Merci.

1975

M. DENIS LECLERC :

Merci.

1980

LA PRÉSIDENTE :

Alors, nos deux dernières participantes ce soir sont Annie Rainville et Lysette Perron, deux citoyennes, que je vais laisser se présenter plus longuement et nous dire ce qui les amène devant nous ce soir.

1985

Mme LYSETTE PERRON, citoyenne :

Je commence. Bonsoir, mesdames, bonsoir, monsieur. Je m'appelle Lysette Perron, mais je préfère qu'on m'appelle Lili.

1990

Je vais sûrement débouler mon texte parce que je ne veux pas prendre des minutes sur le temps de ma consœur, cochercheure de l'Université de Montréal.

1995

J'ai 17 ans à mon actif de militantisme pour la cause de rendre visible la situation d'itinérance au féminin. Pour ma part, je clame depuis plus de 15 ans qu'il faut un endroit sécurisé pour les femmes la nuit.

2000

En passant, celles-ci ne font pas l'objet de faire du bruit la nuit. Je parle en connaissance de cause, parce que j'ai été moi-même itinérante de 2005 à mars 2008.

Toute femme itinérante cherche à se protéger la nuit d'agresseurs potentiels. J'ai un exemple. La maison Chez Doris porte le nom de madame Doris, une femme retrouvée dans le

2005

Vieux-Port de Montréal, assassinée. Les femmes itinérantes se font battre, violer et assassiner dans les rues de Montréal. Qu'attendez-vous pour ouvrir des cafés ou bien d'utiliser les églises présentement désertes comme lieu sûr pour toutes ces femmes en grand danger. De plus, cela offrirait des emplois comme gardien de sécurité.

2010

Juste pour la maison d'hébergement la Rue des femmes, dans les trois derniers mois, elles refusent en moyenne de 25 femmes chaque nuit. Si on fait un petit calcul vite fait, pour 10 maisons d'hébergement, ça fait 250 femmes chaque nuit sans abri ni lieu sécuritaire. C'est inacceptable. Qu'attendez-vous pour réagir et venir en aide à toutes ces femmes.

2015

Oh oui, il y a toujours un bon samaritain qui t'invite chez lui une nuit en échange de faveurs sexuelles. C'est bien connu, hein? Aimerez-vous que votre fille, votre nièce ou qu'une de vos connaissances se retrouve dans cette situation?

2020

Sachez qu'il n'y a personne à l'abri d'une dépression, d'une perte d'emploi pour finir par tirer du chômage, et par la suite, de venir sur l'aide sociale, ce qui cause que la personne, en fin de compte, ne peut pas payer son loyer, puis se retrouve dans la rue.

2025

Là, je vais planter un décor. Fermez vos yeux, s'il vous plaît. Juste pour jouer un petit peu. Vous vous trouvez dans un quartier malfamé de Montréal, là où se trouve votre voiture. Parce que vous n'avez pas trouvé un autre stationnement ailleurs. Il est minuit passé et vous cherchez vos clés de voiture que vous ne trouvez pas. Il y a un groupe de jeunes, de jeunes hommes qui arrive vers vous, en plein milieu de la nuit. Dites-moi, oui, dites-moi si vos jambes ne commencent pas à trembloter. Avouez-moi qu'il monte en vous un sentiment d'insécurité. Dites-moi, oui, dites-moi encore que maintenant c'est la peur qui s'envahit de vous et que cela devient insupportable. Vous pouvez ouvrir vos yeux.

2030

Juste pour vous mettre dans le contexte, c'était pour vous mettre en contexte. Alors pourquoi, mais pourquoi qu'il n'existe pas encore des lieux, soit des cafés ou les églises, sécuritaires pour toutes ces femmes qui nécessitent des endroits où elles puissent se protéger la nuit de tous ces agresseurs, violeurs et assassins.

2035

Pour finir, que dire de la gentrification. Seulement dans Hochelaga-Maisonneuve, où avant, les loyers étaient abordables, maintenant les loyers sont 1 800, 1 900, 2 000 dollars et plus. Comment voulez-vous qu'une femme qui a un salaire minimum puisse permettre d'avoir un loyer aussi dispendieux? C'est impossible. Où est-ce qu'elle se retrouve d'après vous? Dans la rue.

2040

Plus d'endroits pour protéger les femmes dans les rues et meilleure cohabitation avec les citoyens. Merci de m'avoir écoutée.

Mme ANNIE RAINVILLE, citoyenne :

2045

Je ne sais pas si on peut applaudir, mais moi, je t'applaudis.

Mme LYSETTE PERRON :

2050

Merci beaucoup.

Mme ANNIE RAINVILLE :

2055

Bonjour, moi, c'est Annie. Bonsoir, en fait. Moi, j'ai passé 12 ans dans la rue, de refuge en refuge, on me connaissait alors sous le nom de Mafalda. J'ai rencontré... Tiens, elle est ici, Mafalda. J'ai rencontré un groupe de femmes itinérantes et ex-itinérantes, les Parrfaites, dont Lili fait partie aussi il y a 10 ans. On fait de la sensibilisation et des actions pour améliorer le sort des femmes dans la rue. Donc, ça fait 10 ans qu'on fait ça. Au début, c'était plus sous la forme d'une recherche participative. Ensuite, on a fait un colloque... En tout cas, on fait de la sensibilisation depuis ce temps-là, on est même allées en Belgique il y a un an.

2060

LA PRÉSIDENTE :

Hier, il y avait deux représentantes des Parrfaites devant nous.

2065 **Mme ANNIE RAINVILLE :**

Vous vous en rappelez? Bon.,,

2070 **LA PRÉSIDENTE :**

Un très, très bon moment.

2075 **Mme ANNIE RAINVILLE :**

2080 Bien, c'est bon, ça veut dire qu'on *fesse dans le dash*. Alors, c'est ça. Depuis un an parce que j'ai été 12 ans dans la rue, depuis un an, je me suis trouvé un appartement. Ce sont des appartements de l'accueil Bonneau. C'est la première fois qu'ils invitent les femmes à faire partie de leurs locataires. Laissez-moi vous dire que le toit n'est nécessairement pas la solution magique qu'on peut imaginer, parce que le toit, selon moi, n'est pas une solution, c'est plutôt un...

2085 Il y a une partie qui devient mieux. Je veux dire, il y a un stress qui tombe, c'est sûr et certain, mais il y a tellement une partie de logistique incroyable qui se passe, puis d'émotions, puis le fait de pouvoir se déposer et se reposer en quelque part, ça fait ressurgir plein de choses qu'on n'avait pas le temps avant, parce qu'on était dans l'urgence.

Donc, selon moi reste à savoir si les logements sociaux qu'on nous propose sont décents et adaptés. Ça, c'est une autre histoire.

2090 Le premier sujet dont je veux vous parler, c'est : jamais à notre sujet sans nous, c'est une espèce de petite *quote*, là, ça veut dire demandez-nous notre avis. Selon une étude faite par Leblanc en 2024, il ne faut pas voir une vie invisible comme une vie privée de récit. Fin de la citation. Peu importe le niveau d'autonomie de la personne en situation d'itinérance.

2095 Quand je vivais dans la rue, on pensait savoir mieux que moi ce dont j'avais besoin sous prétexte que j'étais fragilisée, diminuée. J'espère qu'à l'avenir, quand on étudie l'itinérance ou qu'on légifère à notre sujet, qu'on sera consultés. On a aussi une voix, même si on est invisibles.

2100 Le deuxième sujet dont j'aimerais vous parler, c'est les violences faites aux femmes dans la rue qui occasionnent des traumatismes.

LA PRÉSIDENTE :

2105 Il vous reste deux minutes.

Mme ANNIE RAINVILLE :

Il me reste deux minutes? Aie. O.K. Merci.

2110 Il faut en tenir compte de ces traumatismes-là. J'ai vécu de la violence conjugale dans la rue, ainsi que d'autres formes de violence, aussi bien physiques, psychologiques que sexuelles. En plus de nombreux traumatismes déjà vécus dans ma vie. Les ressources pour itinérants, comme la Rue des femmes m'ont accueillie quand j'étais au plus bas, inconditionnellement, et m'ont permis de cultiver des relations et créer des opportunités qui m'ont permis de me sentir à nouveau humaine. On a besoin de services de thérapie et de reconstruction. Laissez-nous le temps de guérir, aussi.

2120 Et la troisième chose, c'est concernant la consommation de drogues. Des personnes qui habitent la rue, les abris pour personnes en situation d'itinérance n'acceptent pas la consommation sur leur terrain ni la possession. Quand je veux entrer, on me dit de laisser ma drogue cachée dehors. Ce n'est pas réaliste. On a besoin des abris où on accepte les gens respectueux en consommation et on donne du matériel de réduction des méfaits. Plus de SIS, c'est des services d'injection supervisée, afin de ne pas consommer seul et réduire les risques d'overdose.

2125

2130

Donc le tout n'est pas d'influencer le monde à prendre de la drogue. C'est plutôt... La drogue existe. Les gens qui prennent de la drogue, ça existe. Maintenant, qu'est-ce qu'on fait avec? Est-ce qu'on les... Est-ce qu'on veut qu'ils soient abstinents à tout prix? Ou plutôt, on va vers eux, puis on voit eux, quelles sont leurs forces, puis comment on peut les inviter à prendre plus soin de leur santé?

2135

En conclusion, je vous dirais que c'est le temps de tenir compte de ces traumatismes, de la consommation de drogue et de notre consultation dans l'offre de services aux personnes qui habitent la rue, car les personnes se font stigmatiser et invisibiliser dans ces services.

Et je finis avec une petite citation de Pradelle, 2019 : nier l'humanité des personnes et leur droit à la ville est, en fait, à nier l'humanité de notre société tout entière. Merci.

2140

Mme LYSETTE PERRON :

Bravo. T'es bonne.

2145

LA PRÉSIDENTE :

Nous pourrions applaudir aussi. C'était très beau.

2150

Mme ANNIE RAINVILLE :

Merci.

2155

LA PRÉSIDENTE :

Moi, je veux revenir, Annie, sur le moment où vous nous avez dit, le toit, ce n'est pas la solution magique. Le stress qui tombe, mais en même temps ce qui remonte.

Mme ANNIE RAINVILLE :

Oui.

2160 **LA PRÉSIDENTE :**

L'importance, j'imagine, quand on offre un toit, d'avoir des services d'accompagnement solide et bien pensés.

2165 **Mme ANNIE RAINVILLE :**

2170 Tout à fait. On pense très rarement... On pense que, en fait, on dirait que tout le système est bâti de façon à ce que... ils se sont trouvé un toit? *Check*. Ils ne sont plus dans notre problématique de l'itinérance. Premièrement ce n'est pas une problématique, c'est une situation, puis deuxièmement... qu'est-ce que j'étais en train de dire?

LA PRÉSIDENTE :

Par rapport à l'accompagnement.

2175

Mme ANNIE RAINVILLE :

2180 L'accompagnement, oui, tout à fait. C'est essentiel. Moi, quand je suis arrivée dans mon appartement, la première chose que j'ai faite. J'ai fait mon lit. Là, j'ai barré ma porte, premièrement parce que je n'ai pas eu de porte barrée pendant 12 ans. J'ai barré ma porte, j'ai fait mon lit et j'ai dormi, dormi, dormi, dormi, dormi.

2185 Et je me suis rendu compte que j'avais mis toutes mes choses autour de mon lit comme quand j'étais itinérante. J'avais toutes mes affaires autour de moi, dans mon petit cocon. Mais là, je ne savais pas si j'avais le droit de dormir sur mes deux oreilles là, tu sais. Il y en avait une qui était toujours...

LA PRÉSIDENTE :

2190 L'hypervigilance.

Mme ANNIE RAINVILLE :

2195 L'hypervigilance, oui, tout à fait.

LA PRÉSIDENTE :

2200 Il y a des maisons qui nous ont parlé, qui sont des ressources, qui sont vraiment dans la perspective de *housing first*, un toit d'abord, qui disent, un accompagnement de trois mois, c'est suffisant. Qu'en pensez-vous?

Mme ANNIE RAINVILLE :

2205 Bien, ça dépend de la personne. Il y a des gens qui n'ont pas besoin d'accompagnement, ils arrivent, ils ont gardé toutes leurs habilités, toutes leurs ressources, puis ils sont prêts à partir. *Let's go*. On les laisse tout seuls, ça va bien. Puis il y a des personnes qui n'arrivent même pas à rester seules.

LA PRÉSIDENTE :

2210 Bien sûr.

Mme ANNIE RAINVILLE :

2215 Donc il y a toute cette gradation-là de personnes. Comment est-ce qu'on réussit à donner des services à toutes ces personnes-là? C'est difficile. C'est de donner plusieurs types de services adaptés à plusieurs situations, selon moi.

LA PRÉSIDENTE :

2220

Merci de votre réponse. Judy?

Mme JUDY GOLD :

2225

Les Parfaites, il y a combien de femmes qui sont impliquées?

Mme LYSETTE PERRON :

2230

On est six... six, sept.

Mme JUDY GOLD :

2235

Six, sept. Est-ce que vous recevez une subvention? Vous faites des choses, beaucoup de choses, est-ce que vous êtes subventionnées?

Mme LYSETTE PERRON :

On est payées, hein?

2240

Mme ANNIE RAINVILLE :

2245

C'est un peu compliqué. On est payées par-ci par-là. Il y a certaines personnes qui nous invitent et qui nous paient. Des fois, c'est l'ancien Fonds de la recherche dont on faisait partie, hein, c'est comme ça que je peux dire ça, qui met un petit peu de sous... Puis là, on a un projet de film aussi, avec notre super réalisatrice, Anne-Céline Genevois, que l'on voit. Et c'est elle qui nous paie pour certaines rencontres, donc... on tire l'argent du mieux qu'on peut.

2250 **Mme JUDY GOLD :**

Oui, je comprends. On a visité beaucoup de ressources, des centres de jour, puis on a remarqué qu'il n'y a pas beaucoup de femmes. Et voilà, j'apprécie beaucoup que vous veniez, puis vous nous expliquez la réalité des femmes, dans la rue.

2255

Mme ANNIE RAINVILLE :

Souvent, les femmes sont invisibles dans la rue. Il faut être invisible pour être plus sécuritaire. Moi, si je suis visible dans la rue, là je me fais accoster, même sans être visible. Écoutez, j'ai 53 ans, je pèse 300 livres, puis on vient m'accoster encore pour me demander des faveurs sexuelles, pour me demander, veux-tu que je devienne ton pimp?

2260

Je veux dire, imaginez les femmes dans la rue... C'est très difficile, elles ont beaucoup, beaucoup, beaucoup de stress sur le dos. Il y a beaucoup de gens qui veulent recevoir des faveurs en échange, puis ils pensent qu'elles vont accepter n'importe quoi. Exact, mais on n'est pas n'importe qui, là.

2265

LA PRÉSIDENTE :

2270

Bien sûr. Denis Leclerc.

M. DENIS LECLERC :

C'est très parlant, autant la manière dont vous le faites que ce que vous dites. Puis d'abord l'image, là, quand vous êtes arrivée dans votre appartement, autour... On nous a parlé aussi de gens qui, les premières fois, couchaient sur leur balcon plutôt que de coucher à l'intérieur parce qu'ils étaient mal à l'aise de se sentir enfermés. Donc ça, c'est parlant.

2275

2280

Mme ANNIE RAINVILLE :

Qui laissent leurs portes ouvertes, leurs fenêtres ouvertes...

2285 **M. DENIS LECLERC :**

2290 Mais je trouve que ça... en tout cas, ça justifie la réflexion pour l'accompagnement. J'aimerais... on nous parle beaucoup de l'itinérance cachée chez les femmes, puis que les femmes vont aller vers des endroits pour des faveurs sexuelles ou bien ne quitteront pas, supposons, un conjoint avec des contextes de violence familiale, violence conjugale, parce qu'elles ont peur d'être à la rue, puis tout à coup, un moment donné, elles en ont trop, puis elles se retrouvent à la rue.

2295 Moi, mon souci, c'est... Qu'est ce qui peut être fait pour aider à rejoindre ces femmes-là qui souffrent, mais qui sont justement cachées, vous l'avez dit. Les femmes essaient de se cacher, mais comment les rejoindre? Comment rejoindre ces femmes-là? Il y a plein de cas d'espèce là, mais qu'est-ce qui peut être mis en place pour essayer de mieux rejoindre ces femmes-là en itinérance cachée, ou qui se cachent?

2300 **Mme LYSETTE PERRON :**

2305 Moi, je dirais, là, ouvrir des cafés pour les femmes, la nuit. Puis inscrire « café pour femmes seulement », avec un gardien de sécurité qui protège ces femmes-là. Ce n'est pas compliqué d'ouvrir des tables, mettre des chaises, puis un gros *bundle* de café pour que les femmes puissent se reposer, qu'elles soient sécurées.

2310 Moi, j'étais dans la rue, puis j'ai dormi à côté des *containers*, entre un *container* puis un mur, pour être protégée. Ou j'avais ma carte de guichet automatique que je pouvais aller me cacher, puis avec les gars... Puis les gars, ils ont été des soutiens pour moi à plusieurs reprises, mais j'ai mangé des maudites volées, aussi. J'ai le bras qui a été fracturé quand on m'a poussée,

malgré que je mesure six pieds, puis que j'avais comme une capuche, que je pouvais ressembler à un homme, là. Non, malgré tout ça, j'ai mangé des maudites volées.

2315 Mais si on pouvait juste afficher « café pour la nuit pour femmes seulement », juste ça. Avoir des cafés. Ça ne coûte pas une fortune, il y a tellement de place où on peut ouvrir ces endroits-là juste la nuit, jusqu'aux petites heures du matin, où que les femmes, au moins, seraient en sécurité.

2320 Elles peuvent aller dans des centres d'achat ou... souvent c'est ça qui arrive, c'est qu'elles vont dans les centres d'achats se laver aussi. C'est ce que j'ai fait aussi. Tu vas te laver là, puis tu traînes avec une valise, c'est comme quelqu'un qui...

LA PRÉSIDENTE :

2325 Qui était en transit.

Mme LYSETTE PERRON :

2330 C'est ça, exactement. Mais il faut vraiment faire quelque chose pour ces femmes-là, ça n'a pas de bon sens.

LA PRÉSIDENTE :

2335 Vous parlez des églises, aussi.

Mme LYSETTE PERRON :

2340 Oui, parce qu'il y a tellement d'églises, on dit que Montréal c'est...

LA PRÉSIDENTE :

La ville aux mille clochers.

2345

Mme LYSETTE PERRON :

C'est ça, aux cent clochers...

2350

LA PRÉSIDENTE :

Cent mille? Je ne sais plus.

Mme LYSETTE PERRON :

2355

Toutes ces églises-là, il n'y a plus personne qui va à la messe, là, je suis désolée, mais maudit, il y en a des bancs, dans une église? Combien de femmes qui pourraient s'installer là? Sacrebleu...

2360

Mme ANNIE RAINVILLE :

Ça coûte cher, le chauffage de ces églises-là, aussi bien l'utiliser pour quelqu'un qui a froid.

2365

Mme LYSETTE PERRON :

Tout à fait.

LA PRÉSIDENTE :

2370

Ce que Judy disait tout à l'heure, c'est qu'on s'est rendu compte que les ressources mixtes n'étaient peu ou pas fréquentées par les femmes, et deuxièmement, qu'il y avait peu de

ressources spécifiquement pour les femmes. Donc ça, c'est vraiment quelque chose sur lequel il faut mettre le focus.

2375

Mme LYSETTE PERRON :

Oui, oui, oui, absolument, absolument, madame. Absolument.

2380

Mme ANNIE RAINVILLE :

Oui, parce qu'on arrive... Souvent quand on arrive pour demander une place dans un abri, il n'y en a pas. Bon. Donc ils te donnent une liste avec à peu près huit numéros de téléphone que tu peux faire. Donc, t'appelles les huit numéros de téléphone. Non, oui, non, oui, non, oui, oui, non, mais la plupart du temps, c'est non, non, non, non, non, non, non. Où est-ce qu'on se retrouve ensuite, c'est dans les haltes chaleur. Les haltes chaleur, c'est mixte. Ce n'est pas facile pour une femme d'être dans une halte de chaleur. Ce n'est pas facile pour un homme, mais pour une femme c'est pire.

2385

2390

Mme LYSETTE PERRON :

C'est vraiment pire.

2395

Mme JUDY GOLD :

Pouvez-vous décrire un peu ce qui se passe dans les haltes chaleur?

2400

Mme ANNIE RAINVILLE :

Pardon?

Mme JUDY GOLD :

2405

Qu'est-ce qui se passe dans les haltes chaleur, pouvez-vous décrire l'expérience dans la halte chaleur.

Mme ANNIE RAINVILLE :

2410

Est-ce que t'es déjà allée en halte chaleur, toi?

Mme LYSETTE PERRON :

2415

Non.

Mme ANNIE RAINVILLE :

2420

O.K. Moi, je vous dirais, c'est très *rough*. On se croirait en prison, premièrement, surtout à cause de l'attitude des gens, c'est très, comme, territorial, c'est très... T'arrives là, tu ne sens pas une bonne énergie là, puis ça peut crier, souvent.

2425

Les haltes chaleur, souvent, les gens sont assis. Ils ne peuvent pas se coucher pendant toute la nuit, ils ne peuvent pas se coucher. Je répète, ils sont assis, et la chaise peut être aussi confortable que celle sur laquelle vous êtes assis en ce moment. Donc, ce n'est pas ce qui a de plus confortable.

2430

Ensuite, les haltes chaleur, il y a souvent des gens qui prennent un peu le pouvoir politique des haltes chaleur, là.

LA PRÉSIDENTE :

Vous parlez de qui, d'autres personnes en situation d'itinérance?

2435 **Mme ANNIE RAINVILLE :**

D'autres personnes en situation d'itinérance, oui.

2440 **LA PRÉSIDENTE :**

O.K.

Mme ANNIE RAINVILLE :

2445 Oui. Puis souvent, les intervenants ont peur de ces personnes-là, puis ils vont moins intervenir sur ces personnes-là. Il n'y a pas beaucoup de femmes. Les femmes, je veux dire, elles sont super sollicitées de toutes sortes de façons. Moi, je ne me sentais pas du tout à l'aise. Je préfère être dans la rue plutôt que dans une halte chaleur, honnêtement.

2450 **LA PRÉSIDENTE :**

Écoutez... Pouvez-vous croire que ça va être la dernière chose que nous allons entendre ce soir? « Je préfère être dans la rue que dans une halte chaleur parce que je suis une femme. »

2455 Merci beaucoup à vous deux. Vraiment.

Mme ANNIE RAINVILLE :

Merci.

2460 **Mme LYSETTE PERRON :**

Merci de votre écoute.

2465

Mme ANNIE RAINVILLE :

Merci de prendre le temps de nous écouter. C'est très apprécié.

2470 **LA PRÉSIDENTE :**

C'était rempli d'informations qu'on n'avait pas toujours, vraiment. Merci beaucoup.

2475 **M. DENIS LECLERC :**

Et les Parrfaites, vous nous impressionnez, vraiment.

Mme ANNIE RAINVILLE :

2480 Vous allez nous voir au cinéma dans les prochaines années.

M. DENIS LECLERC :

Ça va nous faire plaisir.

2485

Mme LYSETTE PERRON :

Sur le tapis rouge, hein?

2490 **Mme ANNIE RAINVILLE :**

Si on ne nous en donne pas, de tapis rouge, on va s'en fabriquer un.

LA PRÉSIDENTE :

2495

Alors je vous remercie, donc, madame Annie Rainville et Lysette Perron.

Mme LYSETTE PERRON :

Lili.

2500

LA PRÉSIDENTE :

Élie Perron.

2505

Mme LYSETTE PERRON :

Lili.

LA PRÉSIDENTE :

2510

Et je vais dire bonsoir à ceux et celles qui nous écoutent dans cette salle et en ligne. Vous avez devant vous, à l'écran, les prochains rendez-vous de la Commission. Je veux remercier nos collègues, mes collègues commissaires, l'analyste, l'équipe de l'OCPM, les gens de la coop webTV qui sont si précieux, et je vous dis à très bientôt et bonne fin de soirée. Merci beaucoup.

2515

AJOURNEMENT

2520

2525

2530 Je, soussignée, Anne-Marie Venne, sténographe officielle n° 361317-8, certifie sous mon serment d'office que les pages qui précèdent contiennent la transcription fidèle et exacte des notes recueillies au moyen de l'enregistrement numérique, le tout hors de mon contrôle et au meilleur de la qualité dudit enregistrement.

Le tout conformément à la loi.

Et j'ai signé :

2535



Anne-Marie Venne, s.o. n° 361317-8